

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 95 — 873 (95 — 817)

3 AVRIL 1995. — Loi portant exécution temporaire et partielle de l'article 103 de la Constitution. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 5 avril 1995, à la page 8484, à l'article 2, il y a lieu de lire : « La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*; sans préjudice... » à la place de « La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sans préjudice... »

Dans les Documents parlementaires de la Chambre des représentants, il y a lieu d'ajouter : Projet modifié par le Sénat n° 1764-7.

Dans les Documents parlementaires du Sénat, il y a lieu d'ajouter : Rapport 1384-2.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 873 (95 — 817)

3 APRIL 1995. — Wet houdende tijdelijke en gedeeltelijke uitvoering van artikel 103 van de Grondwet. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1995, blz. 8484, in artikel 2, dient te worden gelezen : « Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt; onverminderd... » in plaats van « Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, onverminderd... »

Bij de Parlementaire bescheiden van de Kamer van volksvertegenwoordigers dient toegevoegd te worden : Ontwerp gewijzigd door de Senaat nr. 1764-7.

Bij de Parlementaire bescheiden van de Senaat dient toegevoegd te worden : Verslag 1384-2.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 95 — 874

[C — 14080]

Arrêté royal relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le secteur des radiocommunications mobiles terrestres, spécialement du service de mobilophonie, connaît ces dernières années une évolution particulièrement spectaculaire.

Jusqu'à présent, le service de mobilophonie relevait en Belgique de la concession exclusive de BELGACOM en application de l'article 83 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Dans ce contexte, l'entreprise publique autonome a mis en œuvre trois générations successives de réseaux de mobilophonie :

— le réseau MOB 1, fonctionnant en VHF et dont les performances et la capacité d'au maximum 4 000 abonnés étaient très limitées, ouvert en 1977 et définitivement mis hors service au mois de mai 1994;

— le réseau MOB 2, également analogique, fonctionne en UHF et offre des fonctionnalités fortement améliorées et une capacité de l'ordre de 65 000 abonnés.

Ce réseau, fonctionnant sur la base de la norme scandinave NMT ("Nordic Mobile Telephone") et mis en service en 1987, a connu de graves difficultés, tant en ce qui concerne ses performances de qualité qu'en terme de capacité de trafic;

— le troisième réseau fonctionnant selon le standard numérique paneuropéen GSM ("Global System for Mobile communications") a été ouvert au 1^{er} janvier 1994 sous la dénomination commerciale de PROXIMUS.

Ce réseau fonctionne de manière globalement satisfaisante et compte déjà plus de 74 000 abonnés.

Actuellement, BELGACOM exploite les réseaux MOB 2 et GSM en collaboration avec la société Air Touch Belgium créée par la compagnie américaine PACTEL. Une filiale BELGACOM MOBILE a été constituée le 22 décembre 1994.

Le développement de la norme paneuropéenne GSM avait été entamé dès 1982 par la CEPT (Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications) et finalisé par le nouvel institut de normalisation des télécommunications ETSI ("European Telecommunications Standard Institute").

Le développement de ce système est fortement encouragé par l'Union européenne qui a adopté le 25 juin 1987 la Recommandation du Conseil 87/371/CEE concernant l'introduction coordonnée des communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté et la Directive du Conseil 87/372/CEE concernant les bandes de fréquences à réserver pour l'introduction coordonnée de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté.

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 95 — 874

[C — 14080]

Koninklijk besluit betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De sector van de mobiele radiobereikbaarheid te land, in het bijzonder van de mobilfoondienst, kent de jongste jaren een bijzonder spectaculaire evolutie.

Tot op heden maakte de mobilfoondienst in België deel uit van de exclusieve concessie van BELGACOM in toepassing van artikel 83 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

In die context heeft het autonome overheidsbedrijf drie opeenvolgende generaties van mobilfoonnetten verwezenlijkt :

— het MOB 1-net, dat in VHF werkte en waarvan de prestaties en de capaciteit van maximaal 4 000 abonnees heel beperkt waren, dat in 1977 is opgesteld en definitief buiten dienst gesteld in mei 1994;

— het MOB 2-net, eveneens analoog, werkt in UHF en biedt sterk verbeterde functies en een capaciteit in de orde van 65 000 abonnees.

Dat net dat op basis van de Scandinavische NMT-norm werkt ("Nordic Mobile Telephone"), en in 1987 in dienst is gesteld, heeft zware moeilijkheden gekend, zowel inzake kwaliteitsprestaties, als wat de capaciteit van het verkeer betreft;

— het derde netwerk dat volgens de digitale Paneuropese GSM-norm werkt ("Global System for Mobile communications") is op 1 januari 1994 open gesteld onder de handelsnaam PROXIMUS.

Dat net werkt globaal gesproken bevredigend en telt reeds meer dan 74 000 abonnees.

Momenteel exploiteert BELGACOM de MOB 2- en GSM-netten in samenwerking met de maatschappij Air Touch Belgium die door de Amerikaanse onderneming PACTEL is opgericht. Op 22 december 1994 werd een dochteronderneming BELGACOM MOBILE opgericht.

De ontwikkeling van de Paneuropese GSM-norm is sedert 1982 door de CEPT aangevat (Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications) en afgerond door het nieuwe normalisatie-instituut voor telecommunicatie ETSI ("European Telecommunications Standard Institute").

De ontwikkeling van dat systeem wordt sterk aangemoedigd door de Europese Unie die op 25 juni 1987 Aanbeveling 87/371/EEG van de Raad inzake de gecoördineerde invoering van openbare Paneuropese digitale cellulaire mobiele communicatie te land in de Gemeenschap en Richtlijn 87/372/EEG van de Raad inzake de voor een gecoördineerde invoering van openbare Paneuropese digitale cellulaire mobiele communicatie te land in de Gemeenschap beschikbaar te stellen frequentiebanden, heeft aangenomen.

Par rapport à ses prédécesseurs analogiques, le GSM offre d'appréciables avantages :

- qualité et confidentialité des communications grâce à la transmission numérique à sauts de fréquences;
- meilleure robustesse contre les interférences;
- utilisation plus efficace du spectre des fréquences radioélectriques;
- plus grande capacité de trafic;
- panoplie de services à valeur ajoutée;
- meilleure sécurité d'utilisation grâce à l'authentification des abonnés et au cryptage;
- fonction de localisation au niveau paneuropéen ("roaming").

Un service de mobilophonie de qualité est appelé à devenir un atout essentiel pour notre économie orientée à la fois vers les services et vers l'exportation.

Le succès commercial du système GSM tant en Belgique qu'à l'étranger et la politique de libéralisation de la Commission européenne en la matière, telle que décrite notamment dans le "Livre vert sur une approche commune dans le domaine des communications mobiles et personnelles au sein de l'Union européenne" publié au mois d'avril 1994, ont conduit le Gouvernement à décider de l'introduction dans notre pays d'un second opérateur de mobilophonie en concurrence avec l'entreprise publique autonome BELGACOM ou sa filiale.

La libéralisation du service de mobilophonie en Belgique a nécessité une adaptation de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de sortir ce service de la catégorie des services réservés à BELGACOM (modification de l'article 83, § 2°). De plus, considérant que la mobilophonie relève du service public, le législateur a ajouté un § 2bis à l'article 89 de la même loi. Cette nouvelle disposition stipule entre autres que le Roi établit, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre, après avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (I.B.P.T.), le cahier des charges de service public se rapportant à la mobilophonie ainsi que la procédure relative à l'attribution de chaque autorisation.

L'objet de l'arrêté royal qui Vous est proposé est précisément d'établir le cahier des charges de service public, sur la base de l'article 10 de la loi du 12 décembre 1994 introduisant un article 89, § 2bis dans la loi du 21 mars 1991, applicable aux opérateurs de réseaux de mobilophonie fondés sur la norme numérique paneuropéenne GSM ainsi que la procédure d'octroi de l'autorisation d'exploiter un second réseau GSM. Le présent arrêté comporte par conséquent trois chapitres :

- chapitre Ier Cahier des charges pour opérateur GSM;
- chapitre II Procédure d'octroi de l'autorisation d'exploiter un second réseau GSM;
- chapitre III Dispositions finales.

La suppression de la mobilophonie de la catégorie des services réservés entraînera une révision des clauses du contrat de gestion de l'entreprise publique autonome puisque ledit contrat ne porte que sur les missions de service public dont font partie les services réservés. Par conséquent, pour BELGACOM, les dispositions en matière de mobilophonie seront désormais remplacées par les cahiers des charges rendus applicables à ses deux réseaux de l'espèce au moyen d'un arrêté ministériel. Le cahier des charges du présent arrêté sera donc appliqué à BELGACOM ou sa filiale ainsi qu'au second opérateur encore à sélectionner.

Un autre arrêté royal traitera du cahier des charges applicable à BELGACOM ou sa filiale pour l'exploitation de son réseau analogique MOB 2.

Le cahier des charges poursuit un double but

il a pour objet de fixer un certain nombre de critères concernant la qualité du service offert en termes notamment de couverture du territoire national, de calendrier de déploiement du réseau et de dimensionnement de la capacité de trafic;

In vergelijking met zijn analoge voorgangers biedt de GSM aanzienlijke voordelen :

- kwaliteit en vertrouwelijkheid van de verbinding dankzij de digitale overdracht met frequentiesprongen;
- beter weerstandsvermogen tegen interferenties;
- efficiënter gebruik van het spectrum van radio-elektrische frequenties;
- grotere verkeerscapaciteit;
- gamma van diensten met toegevoegde waarde;
- grotere gebruiksveiligheid dankzij het authenticeren van de abonnees en dankzij het crypteren;
- lokalisatiefunctie op Paneuropees niveau ("roaming").

Een mobilofoniedienst van hoge kwaliteit is voorbestemd om een belangrijke troef te worden voor onze economie die op diensten en uitvoer is gericht.

Het commercieel succes van het GSM-systeem zowel in België als in het buitenland en het beleid van liberalisering van de Europese Commissie ter zake, zoals die met name beschreven staat in het "Groenboek over een gemeenschappelijke aanpak op het gebied van mobiele en personal communications binnen de Europese Unie", gepubliceerd in april 1994, hebben de Regering ertoe gebracht de invoering in ons land goed te keuren van een tweede operator inzake mobilofonie in concurrentie met het autonome overheidsbedrijf BELGACOM of met haar dochteronderneming.

De liberalisering van de mobilofoniedienst in België heeft een aanpassing noodzakelijk gemaakt van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ten einde die dienst te verwijderen uit de categorie van diensten die voor BELGACOM zijn gereserveerd (wijziging van artikel 83, § 2°). Overwegende dat de mobilofonie tot de openbare dienst behoort, heeft de wetgever een § 2bis aan artikel 89 van dezelfde wet toegevoegd. In die nieuwe bepaling staat onder meer geschreven dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voorstel van de Minister, na advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (B.I.P.T.), het bestek van openbare dienst opstelt met betrekking tot de mobilofonie, alsook de procedure inzake de toekenning van elke vergunning.

Het doel van het koninklijk besluit dat aan U wordt voorgesteld, bestaat er net in het bestek van openbare dienst op te stellen, op basis van artikel 10 van de wet van 12 december 1994 tot invoering van een artikel 89, § 2bis in de wet van 21 maart 1991, dat toepasselijk is op de operatoren van mobilofonnetten die gebaseerd zijn op de digitale Paneuropese GSM-norm, alsmede de procedure inzake de toekenning van de vergunning om een tweede GSM-net te exploiteren. Dit besluit bevat dan ook drie hoofdstukken :

- hoofdstuk I : Bestek voor GSM-operator;
- hoofdstuk II : Procedure inzake de toekenning van de vergunning om een tweede GSM-net te exploiteren;
- hoofdstuk III : Slotbepalingen.

De schrapping van de mobilofonie uit de categorie van de gereserveerde diensten zal leiden tot een herziening van de clausules van het beheerscontract van het autonome overheidsbedrijf gezien dat contract enkel slaat op de opdrachten van openbare dienst, waar de gereserveerde diensten deel van uitmaken. Voor BELGACOM zullen de bepalingen inzake mobilofonie bijgevolg worden vervangen door de bestekken die voortaan door middel van een ministerieel besluit op haar twee netten van die aard toepasselijk zullen worden gemaakt. Het bestek van dit besluit zal dus worden toegepast op BELGACOM of op haar dochteronderneming, alsook op de nog te selecteren tweede operator.

Een ander koninklijk besluit zal gaan over het bestek dat van toepassing is op BELGACOM of op haar dochteronderneming voor de exploitatie van haar analoge MOB 2-net.

Het bestek heeft twee doelstellingen :

- het wil een bepaald aantal criteria vastleggen in verband met de kwaliteit van de aangeboden dienst, met name in termen van de bedekking van het nationaal grondgebied, het tijdschema van de ontplooiing van het netwerk en de dimensionering van de capaciteit van het verkeer.

— ce cahier des charges est également destiné à régler les relations entre d'une part les opérateurs GSM et d'autre part les diverses parties concernées, à savoir : leurs clients, l'Etat, l'I.B.P.T. ainsi que BELGACOM en tant que fournisseur exclusif de l'infrastructure publique de télécommunications en Belgique.

La loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, l'arrêté royal du 21 mai 1991 sur l'attribution des fréquences destinées au service mobilophone paneuropéen ainsi que le contrat de gestion constituent bien également la base du présent arrêté. Ceci explique le maintien des alinéas 1er, 3 et 4 du préambule.

Le texte néerlandais du texte a été corrigé ainsi que proposé par le Conseil d'Etat.

Commentaire article par article

L'article 1er définit les différents termes nécessaires à la bonne compréhension des dispositions contenues dans le présent arrêté royal.

L'article 2 décrit la nature du service qui doit être offert par l'opérateur sur le territoire national et qui doit être limité à la seule mobilophonie sur la base de la norme GSM en vue de ne pas porter atteinte à la concession exclusive conférée à l'entreprise publique autonome dans d'autres domaines. Deux réseaux de l'espèce existeront en concurrence en Belgique. L'éventuelle introduction d'autres réseaux GSM en Belgique pourra être proposée ultérieurement par le Ministre en fonction du développement et des contraintes des réseaux GSM1 et GSM2. Les restrictions visées au dernier alinéa de l'article 2, § 2 comprennent, par exemple, les restrictions en matière d'appels internationaux.

L'article 3 décrit la portée de l'autorisation et notamment sa durée de validité : celle-ci est fixée dans un premier temps à quinze années, avec possibilité de reconduction, en vue de permettre à l'opérateur le recouvrement des investissements considérables requis par le déploiement d'un réseau de mobilophonie GSM tout en préservant le pouvoir de l'autorité de définir la politique du pays en matière de mobilophonie en tenant compte de l'évolution du secteur. L'article 3 stipule en outre que le Ministre doit être informé des éventuelles modifications de la structure ou du contrôle du capital de l'opérateur. Ainsi, s'il estime que la nouvelle structure est de nature à compromettre gravement les conditions dans lesquelles l'autorisation a été délivrée, celui-ci pourrait proposer au Conseil des Ministres de retirer l'autorisation. Cette mesure a pour but notamment ainsi que relevé par le Conseil d'Etat de s'assurer du respect de l'article 21 du présent arrêté. L'article 3, § 3 attire l'attention des opérateurs sur les autres dispositions légales applicables à leurs activités, notamment la législation en matière d'aménagement du territoire, les divers impôts, contributions et taxes et la législation en matière d'emploi des langues.

L'article 4 définit les objectifs de qualité et de disponibilité du service auxquels l'opérateur doit satisfaire, en ce qui concerne notamment les accords avec des opérateurs étrangers de réseaux GSM, le dimensionnement du réseau et la levée des dérangements.

Ces critères doivent permettre de garantir aux usagers un service performant compte tenu que la mobilophonie doit être considérée comme un service public et que la concurrence se limitera à une situation duopolistique. La possibilité de conclure un accord de "roaming" national est laissée à l'appréciation des deux opérateurs concernés. Le réseau doit être accessible à tous sur une base non discriminatoire.

La possibilité laissée aux opérateurs de suspendre le service en cas de non paiement présumé est maintenue afin de permettre à ceux-ci de lutter contre la fraude. Bien entendu, ainsi que l'a relevé le Conseil d'Etat, cette possibilité se fait sous la responsabilité des opérateurs qui doivent assumer les conséquences d'un abus de cette possibilité.

Conformément au souhait du Conseil d'Etat, le terme "raccordement" a remplacé celui d'"activation".

L'article 5 impose le calendrier de couverture du territoire national par le réseau de l'opérateur : ce calendrier tient compte à la fois de la complexité inhérente au déploiement d'un tel réseau et des exigences de service public associées à l'exploitation d'un service de mobilophonie.

— dat bestek is eveneens bedoeld om de betrekkingen te regelen tussen de GSM-operatoren enerzijds en de diverse betrokken partijen anderzijds, te weten : hun klanten, de Staat, het B.I.P.T., alsook BELGACOM als exclusieve leverancier van de openbare telecommunicatie-infrastructure in België.

De wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, het koninklijk besluit van 21 mei 1991 betreffende de toewijzing van de frequenties bestemd voor de Panoeuropese mobilfoondienst, alsook het beheerscontract liggen wel degelijk eveneens aan de basis van dit besluit. Dit verklaart het behoud van de leden 1, 3 en 4.

De Nederlandse tekst is gecorrigeerd zoals voorgesteld door de Raad van State.

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1 definieert de verschillende termen die nodig zijn voor een goed begrip van de bepalingen van dit koninklijk besluit.

Artikel 2 beschrijft de aard van de dienst die door de operator over het nationale grondgebied moet worden aangeboden en die moet worden beperkt tot enkel de mobilofonie op basis van de GSM-norm, ten einde geen afbreuk te doen aan de exclusieve concessie die op andere gebieden aan het autonome overheidsbedrijf is toegekend. In België zullen er twee dergelijke netwerken met elkaar concurreren. De eventuele toelating van andere GSM-netten in België kan later worden voorgesteld door de Minister naar gelang van de ontwikkeling en de beperking van de netten GSM1 en GSM2. De beperkingen bedoeld in het laatste lid van artikel 2, § 2 behelzen bijvoorbeeld de beperkingen inzake internationale oproepen.

Artikel 3 beschrijft de draagwijdte van de vergunning en met name de geldigheidsduur ervan : deze is in eerste instantie vastgelegd op vijftien jaar, met de mogelijkheid tot verlenging, ten einde de operator in staat te stellen, de aanzienlijke investeringen te recupereren die nodig zijn voor de ontplooiing van een GSM-mobilfoonet, terwijl de macht van de overheid in stand wordt gehouden om het beleid van het land inzake mobilofonie te bepalen, rekening houdend met de evolutie in de sector. Artikel 3 bepaalt bovendien dat de Minister in kennis moet worden gesteld van de eventuele wijzigingen in de structuur van of in de controle over het kapitaal van de operator. Indien hij dan van oordeel is dat de nieuwe structuur de voorwaarden waaronder de vergunning is uitgereikt, ernstig in het gedrang kan brengen, kan hij aan de Ministerraad voorstellen de vergunning in te trekken. Zoals de Raad van State heeft doen opmerken, heeft deze maatregel met name tot doel, zich te vergewissen van de naleving van artikel 21 van dit besluit. Artikel 3, § 3 vestigt de aandacht van de operatoren op de andere wettelijke bepalingen die op hun werkzaamheden van toepassing zijn, met name de wetgeving inzake ruimtelijke ordening, de diverse belastingen, bijdragen en taksen en de wetgeving inzake het gebruik van de talen.

Artikel 4 omschrijft de doeleinden inzake kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst waaraan de operator moet beantwoorden, met name wat betreft de akkoorden met buitenlandse operatoren van GSM-netten, de dimensionering van het net en het opheffen van storingen.

Die criteria moeten het mogelijk maken aan de gebruikers een goed presterende dienst te garanderen rekening houdend met het feit dat de mobilofonie moet worden beschouwd als een openbare dienst en dat de concurrentie beperkt zal blijven tot een duopolistische situatie. De mogelijkheid om een nationaal "roaming"-akkoord te sluiten wordt overgelaten aan het oordeel van de twee betrokken operatoren. Het net moet voor iedereen toegankelijk zijn op een niet-discriminerende basis.

De mogelijkheid die aan de operatoren is gelaten om de dienst te schorsen in geval er een vermoeden van niet-betaling bestaat, blijft behouden, ten einde hen in staat te stellen de fraude te bestrijden. Zoals de Raad van State heeft doen opmerken, is de mogelijkheid natuurlijk op de verantwoordelijkheid van de operatoren die de gevolgen moeten dragen van het misbruik van deze mogelijkheid.

Overeenkomstig de wens van de Raad van State is de term "activation" vervangen door "raccordement".

Artikel 5 legt het tijdschema op voor de bedekking van het nationale grondgebied door het netwerk van de operator : dat tijdschema houdt rekening met zowel de complexiteit die inherent is aan de ontplooiing van zo'n netwerk als met de vereisten inzake openbare dienst die verbonden zijn aan de exploitatie van een mobilfoondienst.

L'article 6 traite des normes que les équipements du réseau devront respecter.

L'article 7 répartit les fréquences disponibles dans la bande des 900 MHz entre les deux opérateurs concurrents sur une base équitable. L'annexe 1 décrit les contraintes d'utilisation des fréquences dans les régions frontalières. De plus, le second opérateur devra rembourser BELGACOM de la moitié du montant acquitté par celle-ci pour le dégagement de la bande de fréquences en question qui était précédemment utilisée par la Protection Civile.

Aucune obligation n'est imposée aux opérateurs en matière d'infrastructures d'antennes mais la recherche de solutions visant à préserver l'environnement est encouragée (article 8).

L'article 9 est relatif aux responsabilités de l'opérateur en cas de perturbations radioélectriques.

L'article 10 est relatif à l'intégration des réseaux de mobilophonie GSM dans le plan national de numérotage.

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, le paragraphe 4 de cet article, relatif à l'emploi des langues, a été omis.

L'article 11 traite des modalités d'interconnexion entre le réseau de mobilophonie GSM et le réseau téléphonique public commuté de BELGACOM en ce qui concerne les points d'interconnexion, les interfaces techniques et la répartition des recettes liées au trafic écoulé entre les deux réseaux.

L'élaboration d'un accord entre BELGACOM et l'opérateur doit faire l'objet d'une négociation entre les deux parties concernées mais l'Institut est habilité à vérifier le contenu des accords en question et à imposer le respect de certains principes en cas de difficultés à aboutir à un accord satisfaisant. La liste des points d'interconnexion au réseau de BELGACOM fait l'objet de l'annexe 2. La répartition des recettes financières peut se fonder sur la méthode décrite dans l'annexe 3.

Le raccordement des différentes parties du réseau GSM doit s'effectuer au moyen de circuits loués auprès de BELGACOM, conformément à la concession exclusive conférée par la loi du 21 mars 1991 à l'entreprise publique autonome en matière de liaisons fixes et moyennant le respect des dispositions du contrat de gestion (article 12). Ce maintien de la concession exclusive de BELGACOM en matière de liaisons fixes est conforme à la Résolution adoptée par le Conseil européen des Ministres des Télécommunications le 17 novembre 1994 visant à libéraliser les infrastructures de télécommunications au 1er janvier 1998. Les conditions financières applicables en la matière font l'objet de l'annexe 4. L'article 12, § 2 précise que le Ministre pourrait déroger à la concession exclusive de l'entreprise publique autonome, en accordant par exemple à l'opérateur la possibilité de réaliser ses propres liaisons par faisceaux hertziens, s'il devait apparaître que BELGACOM ne respecte pas dans ce domaine les exigences de son contrat de gestion. Cette possibilité de dérogation est conforme à l'article 92, § 3 de la loi du 21 mars 1991.

L'article 13 traite de la commercialisation des services et des tarifs. L'opérateur a la liberté de commercialiser ses services par l'intermédiaire de sociétés distinctes. Le cas échéant, l'Institut vérifie que les contrats conclus avec ces sociétés ne sont pas discriminatoires et garantissent une certaine protection des usagers par application d'un "code de bonne conduite". En ce qui concerne les tarifs pratiqués, un certain contrôle sera exercé par l'Institut en vue de vérifier que ceux-ci n'augmentent pas trop rapidement au cours du temps compte tenu que la structure tarifaire aura constitué l'un des éléments pris en considération dans le processus de sélection du second opérateur (voir article 28).

Le paragraphe 4 de l'article 13 a été modifié conformément à la demande du Conseil d'Etat.

L'article 14 fixe le montant minimum du droit unique de concession, à verser à l'Etat, permettant à l'opérateur d'établir un réseau radioélectrique de mobilophonie et d'offrir en Belgique le service de mobilophonie sur la base de la norme GSM.

Artikel 6 behandelt de normen waaraan de uitrusting van het netwerk moet voldoen.

Artikel 7 verdeelt de beschikbare frequenties in de 900 MHz-band tussen de twee concurrerende operatoren op een billijke basis. Bijlage 1 beschrijft de verplichtingen in verband met het gebruik van de frequenties in grensgebieden. Bovendien zal de tweede operator aan BELGACOM de helft moeten terugbetalen van het bedrag dat deze heeft betaald voor het vrijmaken van de betrokken frequentieband, die voordien werd gebruikt door de Civiele Bescherming.

Er wordt aan de operatoren geen enkele verplichting opgelegd inzake de infrastructuur van de antennes, maar er wordt aanbevolen te zoeken naar milieuvriendelijke oplossingen (artikel 8).

Artikel 9 houdt verband met de verantwoordelijkheden van de operator in geval van radio-elektrische storingen.

Artikel 10 heeft betrekking op de integratie van de GSM-mobilfoonnetten in het nationale nummeringsplan.

Overeenkomstig het advies van de Raad van State vervalt paragraaf 4 van dit artikel met betrekking tot het gebruik van de talen.

Artikel 11 behandelt de nadere regels inzake de interconnectie tussen het GSM-mobilfoonnet en het openbaar geschakeld telefoonnet van BELGACOM, wat betreft de interconnectiepunten, de technische interfaces en de verdeling van de ontvangsten in verband met het verkeer tussen de twee netten.

Over de uitwerking van een akkoord tussen BELGACOM en de operator moet er door beide betrokken partijen worden onderhandeld, maar het Instituut is bevoegd om de inhoud van de betrokken akkoorden te verifiëren en de naleving op te leggen van bepaalde principes in geval van moeilijkheden zijn om tot een bevredigend akkoord te komen. De lijst van de interconnectiepunten tot het net van BELGACOM wordt in bijlage 2 gegeven. De verdeling van de financiële ontvangsten kan steunen op de methode die in bijlage 3 is beschreven.

De aansluiting van de verschillende onderdelen van het GSM-net moet geschieden door middel van circuits die gehuurd worden van BELGACOM, overeenkomstig de exclusieve concessie die ingevolge de wet van 21 maart 1991 aan het autonome overheidsbedrijf inzake vaste verbindingen is toegekend, en waarbij de bepalingen van het beheerscontract (artikel 12) worden nageleefd. Dit behoud van de exclusieve concessie van BELGACOM inzake vaste verbindingen is conform de Resolutie die door de Europese Ministerraad voor de Telecommunicatie op 17 november 1994 is aangenomen, met de bedoeling de telecommunicatie-infrastructuur te liberaliseren op 1 januari 1998. In bijlage 4 zijn de financiële voorwaarden opgenomen die ter zake van toepassing zijn. Artikel 12, § 2 schrijft voor dat de Minister zou kunnen afwijken van de exclusieve concessie van het autonome overheidsbedrijf, door bijvoorbeeld aan de operator de mogelijkheid toe te staan zijn eigen straalverbindingen tot stand te brengen, mocht blijken dat BELGACOM op dat gebied niet de vereisten van haar beheerscontract naleeft. Die mogelijkheid tot afwijking stemt overeen met artikel 92, § 3 van de wet van 21 maart 1991.

Artikel 13 gaat over de commercialisering van de diensten en van de tarieven. De operator is vrij zijn diensten te commercialiseren via aparte maatschappijen. In voorkomend geval, gaat het Instituut na of de contracten die met die ondernemingen zijn gesloten niet discriminerend zijn en een zekere bescherming van de gebruikers garanderen door de toepassing van een "gedragscode". Wat de toegepaste tarieven betreft, zal het B.I.P.T. een zeker toezicht uitoefenen om na te gaan dat deze in de loop van de tijd niet te snel verhogen, rekening houdend met het feit dat de tariefstructuur een van de bestanddelen zal hebben gevormd die tijdens de selectieprocedure voor de tweede operator in aanmerking zijn genomen (zie artikel 28).

Paragraaf 4 van artikel 13 is overeenkomstig het verzoek van de Raad van State gewijzigd.

Artikel 14 legt het minimumbedrag vast van het unieke concessierecht, dat aan de Staat moet worden betaald en dat de operator de toestemming verleent om een radio-elektrisch mobilfoonnet tot stand te brengen en in België de mobilfoondienst op basis van de GSM-norm aan te bieden.

Ce montant de 3,5 milliards de francs a été déterminé en prenant dûment en considération la rentabilité que l'on peut espérer de l'exploitation d'un tel réseau dans notre pays. Les montants proposés constitueront un des éléments de comparaison des différentes offres de candidature pour la deuxième licence.

L'article 15 définit les redevances périodiques couvrant les frais de gestion de l'autorisation et de mise à disposition des fréquences qui devront être acquittées annuellement par l'opérateur auprès de l'Institut.

L'article 16 traite des questions relatives à la protection des usagers et plus particulièrement de la vie privée. Il est important de permettre aux usagers des différents réseaux de pouvoir s'adresser, en cas de litige, à un service chargé d'examiner toute plainte et de trouver des compromis à l'amiable entre les usagers et l'opérateur concerné. Dans cette perspective, il est judicieux de confier cette mission au service de médiation mis en place par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui a déjà accumulé en deux ans une grande expérience du traitement des plaintes dans le domaine des télécommunications. Ce mode de désignation des médiateurs garantit l'indépendance de ces derniers par rapport aux opérateurs et la crédibilité de ce service aux yeux des usagers tout en assurant l'uniformité de traitement des plaintes.

L'article 17 concerne les réquisitions éventuelles imposées par l'autorité publique et la participation de l'opérateur aux organisations internationales.

Cet article n'a pas pour but de créer un nouveau régime de réquisition mais précise la portée de l'article 13 de la loi du 30 juillet 1979 en matière de réseaux GSM.

L'article 18 décrit les relations entre l'opérateur et l'Institut en vue de permettre à celui-ci d'accomplir correctement sa mission de contrôle du respect des conditions stipulées dans le cahier des charges. En particulier, l'Institut est habilité à formuler un avis en cas de litige relatif à l'application du cahier des charges.

L'article 19 est relatif aux sanctions qui peuvent être imposées à l'opérateur en cas de non respect des conditions prescrites dans le cahier des charges. Ces sanctions peuvent comporter une pénalité financière mais l'opérateur bénéficiera d'un délai lui permettant de se mettre en règle.

L'article 20 introduit la procédure d'octroi de l'autorisation d'exploiter un second réseau GSM en Belgique.

L'article 21 impose un ancrage européen à l'opérateur : sans préjudice des accords et conventions dont l'Etat belge ou l'Union européenne est signataire, les candidatures peuvent être introduites par toute entreprise ayant son siège social dans un Etat membre de l'Espace économique européen et dont au maximum 49 % du capital est détenu directement ou indirectement par des pays tiers à l'Espace économique européen.

BELGACOM, ses filiales et ses partenaires dans le domaine de la mobilophonie sont exclus de cette seconde licence en vue d'assurer une concurrence véritable entre les deux opérateurs GSM.

L'article 22 fixe les dates et délais relatifs aux dossiers de candidatures.

L'article 23 fixe le montant de l'indemnité couvrant les frais d'examen des dossiers de candidature encourus par l'Institut pour l'application de cette procédure et traite des frais à supporter par les candidats.

L'article 24 décrit la structure du dossier de candidature et les éléments d'informations qui doivent y figurer. En ce qui concerne les hypothèses relatives aux conditions techniques et financières de déploiement du réseau, le projet est développé sur la base des conditions indiquées dans les annexes 1 à 4. La présentation détaillée du dossier fait l'objet de l'annexe 5. Il est à noter que, lorsque pour certains critères particuliers, l'opérateur s'engage à dépasser les objectifs imposés par le cahier des charges, ces points seront indiqués dans l'autorisation elle-même.

Dat bedrag van 3,5 miljard frank is vastgelegd met behoorlijke inachtneming van de rentabiliteit die mag worden verwacht van de exploitatie van een dergelijk netwerk in ons land. De voorgestelde bedragen zullen een van de elementen vormen bij de vergelijking van de verschillende kandidaturen voor de tweede vergunning.

Artikel 15 bepaalt de periodieke rechten die de operator jaarlijks aan het Instituut zal moeten betalen om de kosten te dekken in verband met het beheer van de vergunning en voor de terbeschikkingstelling van de frequenties.

Artikel 16 behandelt de vragen in verband met de bescherming van de gebruikers en meer bepaald van het privé-leven. Het is belangrijk dat de gebruikers van de netten van de verschillende operatoren in geval van betwisting, in staat worden gesteld zich te wenden tot een dienst die belast is met het onderzoek van elke klacht en met het vinden van een minnelijke schikking tussen de gebruikers en de betrokken operator. In het licht daarvan is het verstandig die opdracht toe te vertrouwen aan de ombudsdienst die is ingesteld door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en die in twee jaar tijd reeds een ruime ervaring heeft opgebouwd met het behandelen van klachten op het gebied van telecommunicatie. Deze wijze van aanduiding van de bemiddelaars garandeert de onafhankelijkheid van die laatsten ten opzichte van de operatoren en de geloofwaardigheid van die dienst in de ogen van de gebruikers, terwijl de uniformiteit in de behandeling van de klachten verzekerd wordt.

Artikel 17 betreft de eventuele opoisingen die door de openbare overheid worden opgelegd en de deelname van de operator aan internationale organisaties.

Dit artikel heeft niet tot doel een nieuw stelsel inzake opvoeding te creëren, maar verduidelijkt de draagwijdte van artikel 13 van de wet van 30 juli 1979 inzake GSM-netten.

Artikel 18 omschrijft de betrekkingen tussen de operator en het B.I.P.T. om deze laatste in staat te stellen correct zijn opdracht te vervullen van controle op de naleving van de voorwaarden van het bestek. Het B.I.P.T. is in het bijzonder bevoegd om een advies te formuleren in geval van een geschil in verband met de toepassing van het bestek.

Artikel 19 heeft betrekking op de sancties die aan de operator kunnen worden opgelegd in geval de in het bestek voorgeschreven voorwaarden niet worden nageleefd. Die sancties kunnen leiden tot een geldboete, maar de operator zal over een termijn beschikken om zijn zaken in orde te brengen.

Artikel 20 voert de procedure in voor de toekenning van de vergunning om een tweede GSM-net in België te exploiteren.

Artikel 21 legt de operator een Europese verankering op onverminderd de akkoorden en overeenkomsten ondertekend door de Belgische Staat of de Europese Unie, mogen de kandidaturen worden ingediend door elke onderneming waarvan de maatschappelijke zetel in een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte gevestigd is en waarvan maximum 49 % van het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks in handen is van derde landen buiten de Europese Economische Ruimte.

BELGACOM, haar dochterondernemingen en haar partners op het gebied van de mobilofonie zijn uitgesloten van die tweede licentie met de bedoeling een echte concurrentie te verzekeren tussen de twee GSM-operatoren.

Artikel 22 legt de data en termijnen vast in verband met de kandidatuurdoossiers.

Artikel 23 legt de vergoeding vast voor de dekking van de kosten van het onderzoek van de kandidatuurdoossiers die het B.I.P.T. moet dragen voor de toepassing van die procedure en behandelt de kosten die de kandidaten moeten dragen.

Artikel 24 beschrijft de structuur van het kandidatuurdoossier en de informatiebestanddelen die erin moeten voorkomen. Wat de hypothesen betreft in verband met de technische en financiële voorwaarden van de ontplooiing van het net, wordt het project ontwikkeld op basis van de voorwaarden die vermeld staan in de bijlagen 1 tot 4. In bijlage 5 wordt de gedetailleerde presentatie van het dossier beschreven. Er dient opgemerkt dat wanneer de operator zich ertoe verbindt, voor bepaalde bijzondere criteria, de in het bestek opgelegde doelstellingen te overschrijden, die punten zullen worden aangeduid in de vergunning zelf

L'article 25 est relatif à l'usage des langues dans le dossier de candidature et à son authentification.

L'article 26 traite de la procédure éventuelle d'audition des candidats.

L'article 27 est relatif aux éclaircissements éventuellement requis par les candidats.

L'article 28 énonce les critères qui seront pris en considération par l'Institut pour comparer les différentes offres de candidature.

L'article 29 concerne le rapport que l'Institut présentera au Ministre compétent.

L'article 30 traite de la décision par le Conseil des Ministres concernant le choix du second opérateur GSM et de la délivrance de l'autorisation par le Conseil des Ministres.

L'article 31 stipule que l'opérateur sélectionné devra payer les frais de consultance externe éventuellement encourus par l'Institut pour l'organisation de la procédure de sélection.

L'article 32 concerne les modalités d'entrée en vigueur du présent arrêté tandis que l'article 33 est relatif à son exécution.

Compte tenu du caractère éminemment évolutif des données techniques et financières indiquées dans les annexes 1 à 4 qui ne servent qu'à préciser dans les détails les conditions de mise en oeuvre et d'exploitation des réseaux GSM, le Ministre est rendu compétent pour décider d'éventuelles modifications aux annexes en question.

J'ai l'honneur d'être,
Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
E. DIRUPO

7 MARS 1995. — Arrêté royal relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1979, notamment l'article 13, relative aux radiocommunications;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, telle que modifiée par la loi du 12 décembre 1994, notamment l'article 10 ajoutant un article 89, § 2bis à la loi précitée;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1991 relatif à l'attribution des fréquences destinées au service mobilophone paneuropéen;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Régie des Télégraphes et des Téléphones et fixant des mesures en vue du classement de cette Régie parmi les entreprises publiques autonomes, notamment l'article 21.3;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 1995;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 16 décembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 17 décembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Artikel 25 heeft betrekking op het gebruik der talen in het kandidatuurdossier en op de authenticatie ervan.

Artikel 26 gaat over de eventuele procedure voor het horen van de kandidaten.

Artikel 27 heeft betrekking op de verduidelijkingen die de kandidaten gebeurlijk zouden vragen.

Artikel 28 vermeldt de criteria die het Instituut in aanmerking zal nemen om de verschillende offertes vanwege de kandidaten te vergelijken.

Artikel 29 gaat over het verslag dat het Instituut aan de bevoegde Minister zal voorleggen.

Artikel 30 handelt over de beslissing van de Ministerraad over de keuze van de tweede GSM-operator en over de uitreiking van de vergunning door de Ministerraad.

Artikel 31 bepaalt dat de geselecteerde operator de kosten voor extern advies zal moeten betalen die het Instituut gebeurlijk zal hebben moeten dragen voor de organisatie van de selectieprocedure.

Artikel 32 betreft de nadere regels inzake de inwerkingtreding van dit besluit, terwijl artikel 33 betrekking heeft op de uitvoering ervan.

Rekening houdend met het uitgesproken evolutief karakter van de in bijlagen 1 tot 4 vermelde technische en financiële gegevens die er enkel toe dienen de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van de GSM-netten in detail te beschrijven, wordt de Minister de bevoegdheid gegeven om over gebeurlijke wijzigingen aan de betrokken bijlagen te beslissen.

Ik heb de eer te zijn,
Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
E. DIRUPO

7 MAART 1995. — Koninklijk besluit betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1979, met name op artikel 13, betreffende de radioberechtiging;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, gewijzigd door de wet van 12 december 1994, met name op artikel 10 dat een artikel 89, § 2bis toevoegt aan de voormelde wet;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1991 betreffende de toewijzing van de frequenties bestemd voor de paneuropese mobilfoon dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1992 tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Regie van Telegrafie en Telefonie en betreffende de vaststelling van de maatregelen tot rangschikking van bedoelde Regie bij de autonome overheidsbedrijven, met name op artikel 21.3;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 1995;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 16 december 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 17 december 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Cahier des charges pour opérateur GSM

Section I. — Terminologie et définitions

Article 1er. Dans le cadre du présent arrêté royal, les définitions suivantes sont d'application.

1° Le Ministre : le Ministre ou Secrétaire d'Etat du Gouvernement fédéral ayant les télécommunications dans ses attributions;

2° Institut : Institut belge des services postaux et des télécommunications;

3° GSM : "Global System for Mobile communications", système paneuropéen de radiocommunication publique numérique dans la bande des 900 MHz tel que normalisé par l'E.T.S.I.;

4° Réseau GSM : ensemble des commutateurs, contrôleurs et stations de base nécessaires pour offrir le service GSM et mis en oeuvre par un opérateur;

5° Station de base : station radioélectrique du réseau GSM destinée à couvrir une zone géographique donnée;

6° Protocole d'accord ("Memorandum of Understanding") : protocole d'accord conclu le 7 septembre 1987 par des opérateurs de pays membres de la C.E.P.T. concernant la mise en oeuvre d'un système paneuropéen de radiocommunication publique numérique fonctionnant dans la bande des 900 MHz, ainsi que les additions ultérieures à l'accord;

7° C.E.P.T. : Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications;

8° E.T.S.I. : Institut européen de normalisation en matière de télécommunications;

9° UIT-T : secteur de la normalisation des télécommunications de l'Union internationale des Télécommunications, anciennement C.C.I.T.T. (Comité consultatif international télégraphique et téléphonique);

10° UIT-R : secteur des radiocommunications de l'Union internationale des Télécommunications, anciennement C.C.I.R. (Comité consultatif international des Radiocommunications);

11° GSM1 : premier réseau GSM à 900 MHz en Belgique exploité par BELGACOM ou sa filiale sous le nom commercial de PROXIMUS;

12° GSM2 : deuxième réseau GSM à 900 MHz en Belgique exploité par le deuxième opérateur;

13° Opérateur : titulaire d'une autorisation visant à mettre en oeuvre et à exploiter un réseau GSM en Belgique;

14° Abonnés au service : clients ayant souscrit un abonnement au service de l'opérateur;

15° Usagers itinérants : clients, autres que les abonnés au service, qui sont abonnés aux réseaux GSM exploités par d'autres opérateurs, en Belgique ou à l'étranger, ayant adhéré au protocole d'accord, munis de postes terminaux compatibles et désireux d'utiliser le réseau de l'opérateur;

16° Cahier des charges : ensemble des conditions pour l'établissement et l'exploitant d'un réseau GSM faisant l'objet du chapitre Ier du présent arrêté royal;

17° Autorisation : autorisation de mettre en oeuvre et d'exploiter un réseau GSM en Belgique conformément aux conditions décrites dans le présent cahier des charges et éventuellement complétées par des conditions supplémentaires;

18° RTPC : Réseau téléphonique public commuté de BELGACOM;

19° RNIS : Réseau numérique à Intégration des Services de BELGACOM;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Bestek voor GSM-operator

Afdeling I. — Terminologie en definities

Artikel 1. In het kader van dit koninklijk besluit zijn de volgende definities van toepassing :

1° De Minister : de Minister van de federale Regering die de telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft;

2° Instituut : Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

3° GSM : "Global System for Mobile communications", Paneuropees digitaal openbaar systeem voor radioverbinding in de 900 MHz-band, genormaliseerd door het E.T.S.I.;

4° GSM-net : door een operator opgezet geheel van schakelaars, controletoeestellen ("controllers") en basisstations die nodig zijn om de GSM-dienst aan te bieden;

5° Basisstation : radio-elektrisch station van het GSM-net bestemd om een gegeven geografische zone te bedekken;

6° Protocol bij de overeenkomst ("memorandum of understanding") : protocol bij de overeenkomst die op 7 september 1987 is gesloten tussen operatoren van de lidstaten van de C.E.P.T. in verband met het opzetten van een Paneuropees digitaal systeem voor openbare radioverbinding dat in de 900 MHz-band werkt, alsmede de latere toevoegingen aan de overeenkomst;

7° C.E.P.T. : "Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications" (Europese Conferentie van Post en Telecommunicatie);

8° E.T.S.I. : "European Telecommunications Standards Institute" (Europees Instituut voor telecommunicatienormen);

9° ITU-T : sector voor de normalisatie van de telecommunicatie van de Internationale Telecommunicatie-Unie, voorheen de C.C.I.T.T. ("Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique" — Internationaal Raadgevend Comité voor Telegrafie en Telefonie);

10° ITU-R : sector van de radioverbindingen van de Internationale Telecommunicatie-Unie, voorheen de C.C.I.R. ("Comité Consultatif International des Radiocommunications" — Internationaal Raadgevend Comité voor Radioverbindingen);

11° GSM1 : eerste GSM-net op 900 MHz in België geëxploiteerd door BELGACOM of haar dochteronderneming onder de handelsnaam PROXIMUS;

12° GSM2 : tweede GSM-net op 900 MHz in België geëxploiteerd door de tweede operator;

13° Operator : houder van een vergunning die bedoeld is om een GSM-net in België op te zetten en te exploiteren;

14° Dienstabonnees : klanten die een abonnement hebben genomen op de dienst van de operator;

15° Reizende gebruikers : klanten, andere dan de dienstabonnees, die geabonneerd zijn op GSM-netten die door andere operatoren in België of in het buitenland, worden geëxploiteerd, die zich hebben aangesloten bij het protocol bij de overeenkomst, die voorzien zijn van compatibele eindtoestellen en die het netwerk van de operator wensen te gebruiken;

16° Bestek : geheel van voorwaarden met betrekking tot het opzetten en exploiteren van een GSM-net dat het voorwerp uitmaakt van hoofdstuk I van dit koninklijk besluit;

17° Vergunning : vergunning om in België een GSM-net op te zetten en te exploiteren overeenkomstig de voorwaarden van dit bestek en eventueel aangevuld met bijkomende voorwaarden;

18° PSTN ("Public Switched Telephone Network") : openbaar geschakeld telefoonnet van BELGACOM;

19° ISDN ("Integrated Services Digital Network") : digitaal netwerk van BELGACOM met integratie van diensten;

20° Heure la plus chargée: l'heure d'horloge pendant laquelle le volume de trafic à véhiculer par le réseau de l'opérateur est le plus grand, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés;

21° Taux de blocage des appels ("call blocking"): probabilité qu'un appel ne puisse aboutir à l'heure la plus chargée;

22° Taux de coupure des appels ("call drop"): probabilité qu'une communication soit interrompue prématurément à l'heure la plus chargée; par interruption, il y a lieu d'entendre toute dégradation de la liaison rendant la communication impossible pendant une durée supérieure à dix secondes, à l'exclusion d'interruptions résultant d'un déplacement de la station mobile en dehors de la zone de service du réseau de l'opérateur;

23° Plan de fréquences: liste de toutes les stations de base du réseau avec les fréquences utilisées, la puissance apparente rayonnée maximale, le diagramme de rayonnement de l'antenne et la hauteur de l'antenne au-dessus du sol.

Section II. — Objectif du service et portée de l'autorisation

Art. 2. § 1er. L'autorisation octroyée sur la base du présent cahier des charges couvre la mise en œuvre et l'exploitation en Belgique d'un réseau de mobilophonie GSM fonctionnant sur la base de la norme européenne de radiocommunication publique numérique GSM dans la bande des 900 MHz.

§ 2. Le réseau de l'opérateur doit permettre d'établir à partir ou à destination des stations terminales mobiles les communications suivantes:

a) avec tout abonné du RTPC/RNIS, en Belgique ou à l'étranger; les liaisons d'interconnexion avec des réseaux RTPC étrangers doivent transiter par le réseau public commuté de BELGACOM;

b) avec tout abonné à un autre réseau de mobilophonie, en Belgique ou à l'étranger; dans ce cas, la liaison d'interconnexion doit transiter par le réseau public commuté de BELGACOM;

c) entre abonnés du réseau de l'opérateur.

Ces différentes possibilités ne doivent pas porter préjudice à d'éventuelles restrictions d'accès dans l'un des réseaux concernés, à la demande des usagers.

§ 3 Les services offerts par le réseau GSM de l'opérateur ne peuvent être mis en œuvre que dans le contexte d'une communication de ou vers un abonné au service ou un usager itinérant. L'opérateur n'est pas autorisé à raccorder directement des installations de clients par des liaisons fixes sur les éléments de son réseau GSM.

Art. 3. § 1er. L'autorisation est personnelle et incessible. Le Ministre est informé, au moins un mois à l'avance, de toute modification à la structure ou au contrôle du capital de l'opérateur.

§ 2 L'autorisation délivrée aux termes du présent cahier des charges est valable pendant une période de quinze années à compter à partir de la date de délivrance de cette autorisation.

A l'issue de cette première période, l'autorisation peut être renouvelée par tacite reconduction pour des termes successifs de cinq ans.

Le Ministre et l'opérateur peuvent renoncer à la reconduction tacite, moyennant préavis de deux ans signifié par lettre recommandée à la poste. La décision de ne pas reconduire l'autorisation prend en considération notamment les conditions dans lesquelles l'opérateur a satisfait aux conditions de son autorisation et du cahier des charges ainsi que l'évolution générale du secteur des services mobiles.

§ 3 L'autorisation délivrée sur la base du présent cahier des charges et les redevances dues en application de l'article 15 ne dispensent pas l'opérateur des autres dispositions légales concernant ses activités.

L'opérateur doit respecter les règles définies par la Convention internationale des Télécommunications, par le Règlement des Radiocommunications, par les accords internationaux et par la réglementation communautaire.

20° Piekuur: klokkuur waarin het volume van het verkeer dat via het netwerk door de operator moet worden getransporteerd het grootst is, met uitsluiting van de zaterdagen, zondagen en feestdagen;

21° Blokkeringskans van de oproepen ("call blocking"): waarschijnlijkheid dat een oproep tijdens het piekkuur niet terechtkomt;

22° Verbrekingskans van de oproepen ("call drop"): waarschijnlijkheid dat een verbinding tijdens het piekkuur voortijdig wordt afgebroken; onder afbreking moet worden verstaan elke verslechtering van de verbinding waardoor de verbinding onmogelijk wordt voor een periode van meer dan tien seconden, met uitsluiting van de onderbrekingen die het gevolg zijn van de verplaatsing van een mobiel station buiten de dienstzone van het netwerk van de operator;

23° Frequentieplan: lijst van alle basisstations van het net met de gebruikte frequenties, het maximale schijnbaar uitgestraalde vermogen, het stralingsdiagram van de antenne en de antennehoogte gemeten vanop de grond.

Afdeling II. — Doel van de dienst en reikwijdte van de vergunning

Art. 2. § 1. De vergunning die op basis van dit bestek wordt verleend, dekt het opzetten en exploiteren van een GSM-mobilfoonnet in België dat werkt op basis van de Europese norm voor digitale openbare radioverbinding, GSM, in de 900 MHz-band.

§ 2. Het netwerk van de operator moet het mogelijk maken vanuit of naar de mobiele eindstations de volgende verbindingen tot stand te brengen:

a) met elke abonnee van het PSTN/ISDN-net, in België of in het buitenland; de verbindingen voor interconnectie met buitenlandse PSTN-netten moeten geschieden via het openbaar geschakeld net van BELGACOM;

b) met elke abonnee op een ander mobilfoonnet, in België of in het buitenland; in dat geval, moet de verbinding voor de interconnectie via het openbaar geschakeld net van BELGACOM verlopen;

c) tussen abonnees van het netwerk van de operator.

Die verschillende mogelijkheden mogen geen afbreuk doen aan eventuele beperkingen van de toegang die op aanvraag van de gebruikers, in een van de betrokken netten van toepassing zijn.

§ 3. De diensten die door het GSM-net van de operator worden aangeboden, mogen uitsluitend worden tot stand gebracht in de context van een verbinding van of naar een dienstabonnee of een reizende gebruiker. De operator is niet gemachtigd om installaties van klanten via vaste verbindingen direct aan te sluiten op de elementen van zijn GSM-net.

Art. 3. § 1. De vergunning is persoonlijk en onoverdraagbaar. De Minister wordt ten minste een maand van tevoren in kennis gesteld van elke wijziging in de structuur van of de controle op het kapitaal van de operator.

§ 2. De vergunning die krachtens dit bestek wordt verleend, is geldig gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is uitgereikt.

Na het verstrijken van die eerste periode kan de vergunning stilzwijgend worden verlengd voor opeenvolgende termijnen van vijf jaar.

De Minister en de operator mogen afzien van de stilzwijgende verlenging, op grond van een opzegging van twee jaar betekend met een ter post aangetekende brief. De beslissing de vergunning niet te verlengen houdt met name rekening met de voorwaarden waaronder de operator voldaan heeft aan de voorwaarden van zijn vergunning en van het bestek, alsook met de algemene ontwikkeling van de sector van de mobiele diensten.

§ 3. De vergunning die op basis van dit bestek wordt uitgereikt en de rechten die met toepassing van artikel 15 verschuldigd zijn, stellen de operator niet vrij van de overige wettelijke bepalingen in verband met zijn activiteiten.

De operator moet de regels naleven die door de Internationale Telecommunicatie Overeenkomst ("Convention internationale des Télécommunications"), door het Reglement van Radioverbinding, door de internationale overeenkomsten en door de communautaire reglementering zijn bepaald.

Section III. — Qualité et disponibilité du service

Art. 4. § 1er. L'opérateur adhère au protocole d'accord et s'efforce notamment de conclure les accords nécessaires avec d'autres opérateurs de réseaux GSM à l'étranger en vue de permettre le "roaming" international

§ 2. Le service offert par l'opérateur doit au moins répondre aux conditions suivantes :

- a) taux de blocage des appels : au maximum 5 %;
- b) taux de coupure des appels : au maximum 2 %;
- c) qualité d'écoute au moins conforme à la norme de l'E.T.S.I.;
- d) assurer la fonction de transfert automatique des appels ("hand-over") entre toutes cellules voisines dans le réseau.

L'objectif de qualité pour le taux de blocage des appels doit être atteint aussi bien pour le trafic entrant que pour le trafic sortant.

§ 3. L'opérateur met en oeuvre, à la demande de l'Institut, la technique de transmission par codecs à demi-débit telle que définie par l'E.T.S.I. L'opérateur peut offrir les différents services supplémentaires prévus dans la norme GSM de l'E.T.S.I. Le service de transmission de messages courts ("Short Message Service") ne peut être offert que comme un service supplémentaire à valeur ajoutée aux abonnés bénéficiant déjà du service de base.

§ 4. Le service doit être disponible 24 heures sur 24 pendant tous les jours de l'année, y compris pour le service de renseignements et d'assistance aux abonnés. L'opérateur doit prendre toutes les dispositions voulues pour lever tout dérangement dans son réseau endéans un délai n'excédant pas six heures. Ce délai est porté à douze heures pour les périodes nocturnes et les week-ends.

§ 5. Le service doit être accessible à tous sans aucune discrimination. Les conditions du service sont identiques pour des usagers se trouvant dans des conditions similaires en ce qui concerne :

- a) les tarifs et ristournes éventuelles;
- b) les modalités de raccordement;
- c) l'entretien;
- d) la qualité, la disponibilité et la fiabilité du service.

L'opérateur ne peut refuser l'accès au service ou le suspendre conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, qu'en cas de fraude ou de non-paiement avéré ou présumé de l'abonné ou sur la base des exigences essentielles suivantes :

- 1° la sécurité du fonctionnement du réseau;
- 2° le maintien de l'intégrité du réseau;
- 3° l'interopérabilité des services et des réseaux dans les cas justifiés.

- 4° la protection des données transmises dans les cas justifiés

§ 6. L'opérateur publie semestriellement un rapport relatif aux différents indices de qualité du service offert, à savoir :

- a) couverture du territoire;
- b) accords de "roaming" conclus avec d'autres opérateurs GSM;
- c) taux de blocage des appels dans les deux sens de trafic;
- d) taux de coupure des appels;
- e) qualité d'écoute;
- f) offre de services supplémentaires;
- g) délai de raccordement des nouveaux abonnés;
- h) fréquence et durée des dérangements;
- i) délai de réponse de son service d'assistance aux abonnés.

Les modalités pratiques de présentation dudit rapport sont définies en concertation avec l'Institut.

Afdeling III. — Kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst

Art. 4. § 1. De operator sluit zich aan bij het protocol bij de overeenkomst en levert met name een inspanning om de nodige overeenkomsten te sluiten met andere operatoren van GSM-netten in het buitenland om internationale "roaming" mogelijk te maken.

§ 2. De dienst die de operator aanbiedt, moet op zijn minst beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

- a) blokkeringskans van de oproepen : ten hoogste 5 %;
- b) verbrekingskans van de oproepen : ten hoogste 2 %;
- c) luisterkwaliteit ten minste conform de E.T.S.I.-norm;
- d) het verzekeren van het automatisch doorsturen van oproepen ("hand-over") tussen alle aangrenzende cellen in het netwerk

Het doel inzake kwaliteit voor de blokkeringskans van de oproepen moet worden bereikt, zowel voor het binnenkomende als voor het uitgaande verkeer.

§ 3. De operator past op verzoek van het Instituut de transmissietechniek toe per codecs op half debiet zoals gedefinieerd door de E.T.S.I. De operator mag de verschillende bijkomende diensten aanbieden die in de GSM-norm van de E.T.S.I. zijn opgenomen. De dienst voor het verzenden van korte berichten ("Short Message Service") mag uitsluitend als een bijkomende dienst met toegevoegde waarde worden aangeboden aan de abonnees die reeds over de basisdienst beschikken.

§ 4. De dienst moet alle dagen van het jaar, 24 uur op 24 ter beschikking zijn, met inbegrip van de dienst voor mlichtingen en voor bijstand aan de abonnees. De operator moet alle nodige maatregelen treffen om storingen in zijn netwerk binnen een tijdsduur van niet meer dan zes uren op te heffen. Deze termijn wordt verlengd tot twaalf uur voor de nachtelijke periodes en voor de weekends.

§ 5. De dienst moet toegankelijk zijn voor iedereen, zonder enige vorm van discriminatie. De dienstvoorwaarden zijn identiek voor gebruikers die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden, en dat wat betreft

- a) de tarieven en eventuele kortingen;
- b) de nadere regels inzake aansluiting;
- c) het onderhoud;
- d) de kwaliteit, de beschikbaarheid en de betrouwbaarheid van de dienst.

De operator mag, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen, de toegang tot de dienst niet weigeren, noch schorsen, behalve in geval van fraude of wanneer blijkt of vermoed wordt dat de abonnee niet betaalt, of op grond van de volgende essentiële vereisten :

- 1° de werkzekerheid van het netwerk;
- 2° de handhaving van de integriteit van het netwerk;
- 3° de interoperabiliteit van de diensten en van de netten in gerechtvaardigde gevallen.

4° de bescherming van de overgebrachte gegevens in gerechtvaardigde gevallen

§ 6. De operator publiceert halfjaarlijks een verslag over de verschillende indicatoren van de kwaliteit van de aangeboden dienst, te weten

- a) bedekking van het grondgebied;
- b) "roaming"-akkoorden die met andere GSM-operatoren zijn gesloten;
- c) blokkeringskans van de oproepen in beide verkeersrichtingen;
- d) verbrekingskans van de oproepen;
- e) luisterkwaliteit;
- f) aanbod van bijkomende diensten;
- g) termijn voor de aansluiting van de nieuwe abonnees;
- h) frequentie en duur van de storingen;
- i) antwoordtijd van zijn dienst voor bijstand aan de abonnees

De praktische regels inzake de presentatie van dat verslag worden in overleg met het Instituut vastgelegd.

Section IV. — Aspects radio-électriques

Art. 5. § 1er. Le déploiement du réseau de l'opérateur doit respecter le calendrier suivant à compter à partir de la date de délivrance de l'autorisation. Les pourcentages indiqués correspondent à la fraction de la population qui doit être desservie en Belgique.

Délai — Termijn	8 W	2 W
1 an/jaar	50 %	20 %
2 ans/jaar	75 %	30 %
3 ans/jaar	85 %	40 %
4 ans/jaar	95 %	50 %
6 ans/jaar	98 %	60 %
8 ans/jaar	99 %	70 %

Les colonnes 8 W et 2 W correspondent aux objectifs de couverture selon qu'il s'agit de stations mobiles d'une puissance nominale de 8 W ou de stations portatives d'une puissance de 2 W.

Par couverture, il y a lieu d'entendre que la station mobile ou portative doit permettre d'offrir le service pour une utilisation en dehors des bâtiments.

Toutes les autoroutes (axes routiers avec les sigles E, A et R) doivent être complètement couvertes pour des stations de 8 W dans un délai de deux années prenant cours à la date de délivrance de l'autorisation.

Des dérogations pourront être accordées par le Ministre en cas de force majeure sur proposition de l'Institut.

§ 2 En ce qui concerne la desserte des tunnels routiers, chacun des deux opérateurs GSM conclut un accord avec l'autre dans les cas où celui-ci a déjà mis en œuvre les infrastructures requises pour relayer les communications de la bande GSM dans des tunnels routiers. Tout litige relatif à ce type d'accord est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5

Art. 6. Le système mis en œuvre par l'opérateur doit être conforme aux normes pertinentes de l'E.T.S.I.

Tous les équipements radioélectriques des stations de base doivent avoir été préalablement à leur installation agréés par l'Institut ou un autre organisme de réglementation des télécommunications dans un pays de la C.E.P.T. selon les dispositions légales en vigueur.

L'opérateur ne peut refuser l'accès à son réseau pour tout équipement terminal dûment agréé.

Art. 7. § 1 Le réseau radio-électrique doit être mis en œuvre dans la bande de fréquences 890 — 960 MHz, avec un écart duplex de 45 MHz.

Conformément à l'arrêté royal du 21 mai 1991, mettant en œuvre en Belgique la Directive du Conseil européen 87/372/CEE du 25 juin 1987, les bandes 890 — 915 MHz et 935 — 960 MHz sont prévues pour le système GSM. La bande haute est réservée à l'émission par les stations de base et la bande basse est réservée à l'émission par les stations mobiles.

Les canaux sont espacés de 200 kHz et sont numérotés selon le schéma suivant. Le canal n° n correspond à la paire de fréquences résultant de :

- 935,2 MHz + (n-1) x 200 kHz pour la fréquence haute;
- 890,2 MHz + (n-1) x 200 kHz pour la fréquence basse.

Les 124 canaux sont répartis comme suit

- GSM1 canaux 1 à 30 et 61 à 90;
- GSM2 canaux 31 à 60 et 91 à 120;
- les canaux 121 à 124 sont réservés aux téléphones sans cordon.

Afdeling IV. — Radio-elektrische aspecten

Art. 5. § 1. De ontplooiing van het netwerk van de operator moet het tijdschema hierna volgen, te rekenen vanaf de datum waarop de vergunning wordt uitgereikt: de vermelde percentages komen overeen met het deel van de bevolking dat in België moet aangeboden zijn.

De kolommen 8 W en 2 W stemmen overeen met de doelstellingen inzake bedekking naargelang het gaat om mobiele stations met een nominaal vermogen van 8 W of om draagbare stations met een vermogen van 2 W.

Onder bedekking moet worden verstaan dat het mobiele of draagbare station het mogelijk moet maken de dienst aan te bieden bij gebruik buiten de gebouwen.

Alle autowegen (verkeersaders met de letters E, A en R) moeten volledig bedekt zijn voor stations van 8 W binnen een termijn van twee jaar die begint te lopen vanaf de datum waarop de vergunning wordt uitgereikt.

Afwijkingen kunnen door de Minister worden toegestaan in geval van overmacht op voorstel van het Instituut.

§ 2. Wat de wegtunnels betreft, sluit elk van de twee GSM-operatoren met de andere een overeenkomst in de gevallen dat deze reeds de vereiste infrastructuur geïnstalleerd heeft om de verbindingen van de GSM-band in de wegtunnels door te zenden. Elk geschil rond dat type van overeenkomst wordt, overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

Art. 6. Het systeem dat door de operator wordt toegepast, moet conform de relevante normen van het E.T.S.I. zijn.

Al de radioapparatuur van de basisstations, moet vooraleer ze wordt geïnstalleerd, goedgekeurd zijn door het Instituut of door een andere instelling voor de reglementering van telecommunicatie in een land van de C.E.P.T. volgens de van kracht zijnde wetsbepalingen.

De operator mag aan geen enkele einduitrusting die behoorlijk is goedgekeurd, de toegang tot zijn netwerk weigeren.

Art. 7. § 1. Het radio-elektrisch net moet worden geïnstalleerd in de frequentieband van 890 — 960 MHz, met een duplexafstand van 45 MHz.

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 mei 1991, dat in België Richtlijn 87/372/EEG van 25 juni 1987 van de Europese Raad toepast, worden de banden 890 — 915 MHz en 935 — 960 MHz in principe aan het GSM-systeem toegewezen. De hoge band is voorbehouden voor het uitzenden door basisstations en de lage band voor het uitzenden door mobiele stations.

De kanalen liggen telkens 200 kHz uiteen en zijn genummerd volgens het schema hierna. Kanaal nr. n stemt overeen met het frequentiepaar dat wordt verkregen door :

- 935,2 MHz + (n-1) x 200 kHz voor de hoge frequentie;
- 890,2 MHz + (n-1) x 200 kHz voor de lage frequentie.

De 124 kanalen zijn als volgt verdeeld :

- GSM1 : kanalen 1 tot 30 en 61 tot 90;
- GSM2 : kanalen 31 tot 60 en 91 tot 120;
- de kanalen 121 tot 124 worden voorbehouden voor draadloze telefoons.

Tous les canaux attribués à l'opérateur sont disponibles sur l'entière du territoire national, sous réserve des contraintes résultant de la coordination transfrontalière. Ces contraintes sont décrites dans l'annexe 1. Tout projet d'utilisation de fréquence par l'opérateur qui ne respecte pas les accords internationaux conclus par la Belgique doit être soumis à l'Institut en vue d'une éventuelle coordination avec les Administrations des pays voisins.

§ 2. Toute nouvelle fréquence que l'opérateur se propose d'utiliser doit obtenir, préalablement à sa mise en service, l'accord de l'Institut. L'opérateur communique à l'Institut, sur demande, le plan de fréquences complet de son réseau. L'assignation d'une fréquence expire automatiquement si elle n'a pas été mise en service dans un délai de trois années à partir de la demande par l'opérateur.

§ 3. Tout litige relatif à d'éventuels problèmes de compatibilité entre canaux adjacents entre les deux réseaux GSM est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

§ 4. Endéans les six mois de délivrance de l'autorisation, l'opérateur GSM2 rembourse BELGACOM de la moitié du montant déjà payé par celle-ci pour le dégagement de la bande des 900 MHz par les précédents utilisateurs de cette bande de fréquences. Tout litige éventuel relatif à ce règlement est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

Art. 8. L'opérateur s'efforce dans toute la mesure du possible d'installer ses antennes sur des supports (toitures de bâtiments ou pylônes) déjà existants. En cas de difficulté sérieuse à obtenir les autorisations voulues, les deux opérateurs peuvent convenir d'une utilisation commune de leurs sites d'antennes.

En cas de litige concernant l'accès aux sites d'antennes de l'autre opérateur GSM, l'Institut tente de concilier les deux parties.

Art. 9. L'opérateur est seul responsable du bon fonctionnement de son réseau. Il est responsable des éventuelles perturbations radio-électriques occasionnées par les stations de base raccordées à son réseau sur d'autres utilisateurs du spectre radioélectrique.

En cas de perturbation de cette nature, l'Institut fournit, à la demande de l'opérateur, une assistance technique en vue de remédier au problème dans la mesure où les prestations demandées à l'Institut restent raisonnables.

Section V. — Aspects relatifs à l'interconnexion

Art. 10. § 1er. L'Institut attribue les codes nationaux de service 075 et 095 aux réseaux GSM1 et GSM2 respectivement.

Le numéro d'abonné est formé de six chiffres.

§ 2. L'opérateur doit assurer à ses abonnés l'accès gratuit pour les appels d'urgence à destination des numéros à trois chiffres qui lui sont communiqués par l'Institut. Les procédures d'accès des usagers à ces services doivent s'effectuer de la même manière qu'à partir du RTPC/RNIS.

§ 3. L'accord relatif à l'acheminement sur les réseaux RTPC/RNIS et GSM doit être communiqué à l'Institut. Tout litige relatif à cet accord est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

Art. 11. § 1er. L'interconnexion du réseau de l'opérateur au RTPC/RNIS de BELGACOM a pour objet de permettre l'acheminement des communications entre les abonnés du réseau de l'opérateur d'une part et les abonnés à d'autres réseaux commutés, en ce compris d'autres réseaux mobiles, d'autre part.

§ 2. Pour écouler son trafic vers le réseau fixe, l'opérateur peut, en fonction de ses besoins, demander à BELGACOM des connexions sur les centres indiqués dans l'annexe 2. La liste des points d'interconnexion est susceptible d'être modifiée de commun accord entre les parties concernées qui en informent l'Institut.

Alle kanalen die aan de operator zijn toegewezen, zijn over het gehele nationale grondgebied beschikbaar, onder voorbehoud van de verplichtingen als gevolg van de grensoverschrijdende coördinatie. Die verplichtingen staan beschreven in bijlage 1. Elk voornemen van de operator om een frequentie te gebruiken waarbij de internationale overeenkomsten die België heeft afgesloten, niet worden nageleefd, moet aan het Instituut worden voorgelegd met de bedoeling een eventuele coördinatie te bereiken met de Administraties van de buurlanden.

§ 2. Elke nieuwe frequentie die de operator van plan is te gebruiken, moet voor de indienststelling ervan, door het Instituut worden goedgekeurd. De operator deelt aan het Instituut, op diens aanvraag, het volledige frequentieplan van zijn netwerk mee. De toewijzing van een frequentie vervalt automatisch wanneer ze niet binnen een termijn van drie jaar vanaf de aanvraag van de operator in dienst is gesteld.

§ 3. Alle geschillen in verband met eventuele compatibiliteitsproblemen tussen aangrenzende kanalen tussen de twee GSM-netten worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

§ 4. Binnen zes maanden na de uitreiking van de vergunning, betaalt de GSM2-operator aan BELGACOM de helft terug van het bedrag dat deze reeds heeft betaald voor de vrijmaking van de 900 MHz-band door de voormalige gebruikers van die frequentieband. Alle eventuele geschillen in verband met dat reglement worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

Art. 8. De operator tracht zijn antennes zoveel mogelijk op reeds bestaande steunpunten te installeren (daken van gebouwen of pylonen). In geval van ernstige moeilijkheden om de gewenste vergunningen te verkrijgen, mogen beide operatoren overeenkomen hun antenne-sites gezamenlijk te gebruiken.

In geval van betwisting rond de toegang tot de antenne-sites van de andere GSM-operator, probeert het Instituut beide partijen met elkaar te verzoeken.

Art. 9. De operator is als enige verantwoordelijk voor de goede werking van zijn net. Hij is verantwoordelijk voor eventuele radio-elektrische storingen tegenover andere gebruikers van het radio-elektrisch spectrum, die worden veroorzaakt door basisstations die op zijn netwerk aangesloten zijn.

Bij een dergelijke storing verleent het Instituut, op vraag van de operator, technische bijstand om het probleem op te lossen, voor zover de prestaties die aan het Instituut worden gevraagd, redelijk blijven.

Afdeling V. — Aspecten in verband met de interconnectie

Art. 10. § 1. Het Instituut wijst de nationale dienstcodes 075 en 095 toe aan respectievelijk het GSM1- en het GSM2-net.

Het abonneenummer bestaat uit zes cijfers.

§ 2. De operator moet zijn abonnees in staat stellen gratis noodoproepen te doen naar de nummers met drie cijfers die hem door het Instituut worden meegedeeld. De procedure voor de toegang van de gebruikers tot die diensten moet op dezelfde manier verlopen als vanuit de PSTN/ISDN-netten.

§ 3. De overeenkomst over het verkeer via de PSTN/ISDN- en GSM-netten moet aan het Instituut worden overgezonden. Alle geschillen betreffende die overeenkomst worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

Art. 11. § 1. De interconnectie van het netwerk van de operator met de PSTN/ISDN-netten van BELGACOM heeft tot doel de doorstroming van de gesprekken mogelijk te maken tussen enerzijds de abonnees van het netwerk van de operator en anderzijds de abonnees van andere geschakelde netten, met inbegrip van andere mobiele netwerken.

§ 2. Om zijn verkeer naar het vaste net te leiden, mag de operator naar gelang van zijn behoeften, aan BELGACOM verbindingen vragen op de centra aangeduid in bijlage 2. De lijst van de interconnectiepunten kan nog in onderling overleg tussen de betrokken partijen worden gewijzigd, die het Instituut ervan op de hoogte brengen.

L'interconnexion aux commutateurs de BELGACOM s'effectue conformément au protocole de signalisation n° 7 du secteur UIT-T, tel que complété par l'E.T.S.I. L'interface de connexion du (des) commutateur(s) du réseau GSM au réseau téléphonique public commuté doit avoir été agréé par l'Institut préalablement à la mise en service du réseau. BELGACOM fournit la synchronisation du réseau GSM de l'opérateur.

§ 3. L'opérateur a le droit d'obtenir de la part de BELGACOM, en tant qu'opérateur du réseau fixe, satisfaction à toute exigence raisonnable en matière de capacité demandée, de qualité et de caractéristiques techniques pour l'interconnexion au RTPC/RNIS. Ces exigences font partie de l'accord d'interconnexion.

L'opérateur est tenu de faire connaître à BELGACOM ses besoins en matière d'interconnexions au moins six mois avant la première mise en service du réseau. Par la suite, l'opérateur est tenu de fournir à BELGACOM ses besoins en interconnexions au moins un an avant la date de mise en service.

§ 4. En ce qui concerne la rétribution financière pour l'écoulement du trafic entre le RTPC/RNIS et les réseaux GSM, les charges d'interconnexion doivent être fondées sur des critères objectifs, non discriminatoires et reflétant autant que possible les coûts. Les tarifs pratiqués par BELGACOM pour l'accès aux réseaux GSM sont non discriminatoires et basés sur des critères objectifs.

En cas de désaccord entre BELGACOM et l'opérateur, les principes de symétrie équitable suivants doivent être respectés :

a) l'opérateur sur le réseau duquel l'appel est généré perçoit le montant de la recette correspondant à la communication et détermine le prix de celle-ci;

b) l'opérateur sur le réseau duquel l'appel est généré paie une charge d'interconnexion à l'autre opérateur dont le réseau a été utilisé pour l'acheminement de l'appel;

c) les conditions financières d'interconnexion décrites dans l'annexe 3 sont appliquées; les montants indiqués dans cette annexe sont susceptibles d'adaptation moyennant l'accord de l'Institut;

d) l'opérateur et BELGACOM doivent se donner mutuellement accès à leurs bases de données dynamiques traitant automatiquement l'acheminement des appels en vue de permettre à l'autre partie d'optimiser son infrastructure de transmission et ses points d'interconnexion.

§ 5. Toutes les modalités d'interconnexion font l'objet d'un accord entre l'opérateur et BELGACOM qui est communiqué à l'Institut. Tout litige relatif à cet accord est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

§ 6. Dans le cas du trafic véhiculé entre les réseaux GSM1 et GSM2 par l'intermédiaire du réseau commuté de BELGACOM, conformément à l'article 2, § 2, la répartition des recettes financières entre les deux opérateurs mobiles fait l'objet d'un accord d'interconnexion entre ces derniers qui est communiqué à l'Institut. Tout litige relatif à cet accord est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

Art. 12. § 1er. Les liaisons destinées à raccorder entre eux les différents constituants du réseau GSM de l'opérateur doivent être réalisées au moyen de circuits loués fournis par BELGACOM.

Les liaisons ainsi mises disposition par BELGACOM peuvent être utilisées par l'opérateur dans le cadre de l'exploitation de son service de mobilophonie, c'est-à-dire pour véhiculer le trafic en question et acheminer d'autres informations nécessaires pour l'exploitation, ainsi que pour la prestation de services non réservés moyennant la procédure de déclaration prévue dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

§ 2. BELGACOM est tenu de mettre à la disposition de l'opérateur les liaisons demandées ou des liaisons techniquement équivalentes à celles demandées, dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions de son contrat de gestion. Le Ministre peut accorder une dérogation conditionnelle à l'opérateur au cas où l'engagement pris par BELGACOM ne serait pas tenu dans le délai fixé.

De interconnectie met schakelaars van BELGACOM gebeurt overeenkomstig het protocol van signalisatie nr. 7 van het C.C.I.T.T., en aangevuld door de E.T.S.I. De interface voor de verbinding van de schakelaar(s) van het GSM-net met het openbaar geschakeld telefoonnet moet zijn goedgekeurd door het Instituut vooraleer het netwerk in dienst is gesteld. BELGACOM levert de synchronisatie van het GSM-net van de operator.

§ 3. De operator heeft het recht vanwege BELGACOM, als de operator van het vaste net, voldoening te krijgen bij elke redelijke eis inzake de gevraagde capaciteit, de kwaliteit en de technische karakteristieken voor de interconnectie met de PSTN/ISDN. Die eisen maken deel uit van het akkoord over de interconnectie.

De operator is verplicht zijn behoeften inzake interconnecties ten minste zes maanden vóór de eerste indienststelling van het net aan BELGACOM te laten weten. Vervolgens, is de operator verplicht zijn behoeften inzake interconnecties ten minste één jaar vóór de datum van indienststelling aan BELGACOM te bezorgen.

§ 4. Wat de financiële vergoeding betreft voor de doorstroming van het verkeer tussen de PSTN/ISDN en de GSM-netten, moeten de lasten voor de interconnectie steunen op criteria die objectief en niet-discriminerend zijn en die zoveel mogelijk de kosten weerspiegelen. De tarieven die BELGACOM aanreket voor de toegang tot de GSM-netten zijn niet discriminerend en gebaseerd op objectieve criteria.

In geval van onenigheid tussen BELGACOM en de operator, moeten de volgende principes van rechtvaardige symmetrie worden nageleefd :

a) de operator vanuit wiens netwerk de oproep tot stand wordt gebracht, int het bedrag van de ontvangsten die met de verbinding overeenkomen en bepaalt de prijs ervan;

b) de operator vanuit wiens netwerk de oproep tot stand wordt gebracht, betaalt een last voor de interconnectie aan de andere operator wiens netwerk is gebruikt om de oproep door te sturen;

c) de financiële voorwaarden voor de interconnectie die in bijlage 3 worden beschreven, worden toegepast; de in die bijlage vermelde bedragen kunnen worden aangepast mits het akkoord van het Instituut;

d) de operator en BELGACOM moeten wederzijds toegang verlenen tot hun dynamische gegevensbanken die automatisch het doorsturen van de oproepen behandelen, om het de andere mogelijk te maken zijn transmissie-infrastructuur en zijn interconnectiepunten te optimaliseren.

§ 5. Alle nadere regels inzake de interconnectie zijn opgenomen in een akkoord tussen de operator en BELGACOM dat aan het Instituut wordt overgezonden. Alle geschillen betreffende die overeenkomst worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

§ 6. In het geval van het verkeer dat, overeenkomstig artikel 2, § 2, door bemiddeling van het geschakelde net van BELGACOM tussen de netten GSM1 en GSM2 doorstroomt, wordt de verdeling van de ontvangsten onder de twee mobiele operatoren vastgelegd in een interconnectie-akkoord tussen die laatste, dat aan het Instituut wordt meegedeeld. Alle geschillen betreffende dat akkoord worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

Art. 12. § 1. De verbindingen die bestemd zijn om de verschillende bestanddelen van het GSM-net van de operator onderling op elkaar aan te sluiten, moeten worden tot stand gebracht door middel van gehuurde circuits die BELGACOM levert.

De verbindingen die BELGACOM aldus ter beschikking stelt, mag de operator gebruiken in het kader van de exploitatie van zijn mobilfoon-dienst, dat wil zeggen om het verkeer in kwestie over te brengen, alsook andere informatie die nodig is voor de exploitatie en voor het presteren van de niet-gereserveerde diensten op voorwaarde dat de aangifte-procedure wordt toegepast van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

§ 2. BELGACOM is gehouden de gevraagde verbindingen of technisch equivalente verbindingen, binnen een redelijke termijn, ter beschikking te stellen van de operator, overeenkomstig de bepalingen van haar beheerscontract. De Minister kan de operator een voorwaardelijke afwijking toestaan indien de door BELGACOM aangegeven verbintenis niet binnen de vastgestelde termijn is nagekomen.

Les interfaces des équipements mis en oeuvre par l'opérateur et reliés aux liaisons fixes mises à disposition par BELGACOM doivent avoir été agréés par l'Institut et être en parfait état de fonctionnement.

§ 3. La mise à disposition de l'opérateur de circuits loués par BELGACOM fait l'objet d'un accord entre les deux parties qui doit être communiqué à l'Institut.

Tout litige relatif à la mise à disposition de circuits loués pour le raccordement de l'infrastructure est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

Les conditions financières de mise à disposition de circuits loués décrites dans l'annexe 4 sont applicables. Les tarifs indiqués dans cette annexe se fondent sur la tarification des lignes louées pratiquée par BELGACOM et sont par conséquent susceptibles d'adaptation.

Section VI. — Commercialisation des services

Art. 13. § 1er. L'opérateur est libre d'organiser comme il l'entend la commercialisation des services offerts par son réseau. Il a la faculté de conclure des contrats avec toute société de fourniture de ces services dûment enregistrée auprès de l'Institut. Tout litige relatif à ces contrats est soumis à l'Institut conformément à la procédure de l'article 18, § 5.

L'opérateur doit communiquer à l'Institut la liste des sociétés de fourniture des services avec lesquelles il a conclu, le cas échéant, des contrats : ces contrats doivent être, sur demande, communiqués à l'Institut.

§ 2. Après la délivrance de l'autorisation, l'Institut établit de commun accord avec l'opérateur une formule d'indice représentant le prix global moyen des services offerts par l'opérateur et destiné à mesurer l'évolution, au cours du temps, des tarifs pratiqués par l'opérateur. La fourniture éventuelle des terminaux aux abonnés est exclue de cette formule d'indice des prix de l'opérateur. Toute adaptation des prix des services offerts par l'opérateur doit être communiquée au préalable au Ministre. L'indice dont question ci-avant ne peut augmenter plus rapidement que l'indice des prix à la consommation. Le Ministre peut, sur demande de l'opérateur et sur avis de l'Institut, accorder d'éventuelles dérogations à cette règle.

§ 3. Les tarifs pratiqués sont soumis à la législation en la matière qui ressortit de la compétence du Ministre des Affaires économiques. Les tarifs sont rendus publics par l'opérateur qui mettra un feuillet descriptif de l'ensemble de ses tarifs à la disposition du public.

§ 4. L'opérateur a le droit de faire publier par BELGACOM, dans les annuaires de celle-ci, des mentions relatives aux abonnés de son service, qui ne s'opposent pas à cette publication, selon les dispositions tarifaires normales.

Section VII. — Charges financières

Art. 14. Le droit d'établir un réseau radioélectrique de mobilophonie et d'offrir en Belgique le service de mobilophonie sur la base de la norme GSM comporte l'obligation de verser à l'Etat un droit unique de concession dont le montant est fixé au minimum à 3,5 milliards de Francs belges, endéans le mois à compter à partir de la date d'applicabilité du présent cahier des charges à l'opérateur conformément à l'article 32 du présent arrêté.

Art. 15. § 1er. Pour couvrir les frais de gestion de l'autorisation, en ce compris la gestion du plan de numérotage, l'opérateur acquitte annuellement auprès de l'Institut une redevance de 10 millions de francs belges, appelée ci-après "redevance de gestion de l'autorisation".

Pour couvrir la mise à disposition des fréquences, la coordination de celles-ci et les frais de contrôle y afférents, une redevance annuelle de 1 000 000 de francs belges par canal radioélectrique duplex sera due quel que soit le nombre d'assignations exploitant ce canal. Cette redevance est appelée "redevance de mise à disposition des fréquences".

De interfaces van de uitrusting die door de operator wordt gebruikt en die aangesloten zijn op de vaste verbindingen die door BELGACOM ter beschikking zijn gesteld, moeten zijn goedgekeurd door het Instituut en in perfect staat van werking zijn.

§ 3. De terbeschikkingstelling van gehuurde circuits aan de operator door BELGACOM wordt geregeld tussen de twee partijen in een overeenkomst, die aan het Instituut moet worden overgezonden.

Alle geschillen betreffende de terbeschikkingstelling van die gehuurde circuits voor de aansluiting van de infrastructuur worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

De financiële voorwaarden aangaande de terbeschikkingstelling van gehuurde circuits beschreven in bijlage 4, zijn van toepassing. De in die bijlage vermelde tarieven steunen op de tarifiering van huurlijnen die door BELGACOM wordt toegepast en zijn derhalve onderhevig aan aanpassingen.

Afdeling VI. — Commercialisering van de diensten

Art. 13. § 1. De operator mag de commercialisering van de via zijn net aangeboden diensten vrij en naar eigen goeddunken organiseren. Hij heeft het recht contracten af te sluiten met alle maatschappijen welke die diensten leveren, die bij het Instituut behoorlijk geregistreerd zijn. Alle geschillen omtrent die contracten worden overeenkomstig de procedure van artikel 18, § 5 aan het Instituut voorgelegd.

De operator moet aan het Instituut de lijst verzenden van de maatschappijen die diensten leveren, waarmee hij in voorkomend geval, contracten heeft afgesloten : die contracten moeten, op aanvraag, aan het Instituut worden bezorgd.

§ 2. Na de uitreiking van de vergunning stelt het Instituut in onderlinge overeenstemming met de operator een indexformule op die de globale gemiddelde prijs weergeeft van de diensten die de operator aanbiedt en die bestemd is om de ontwikkeling in de loop van de tijd, te meten van de tarieven die de operator toepast. De eventuele levering van eindtoestellen aan abonnees valt buiten die prijsindexeringsformule van de operator. Elke aanpassing van de prijs van de diensten die de operator aanbiedt, moet vooraf aan de Minister worden meegedeeld. De index waarvan hierboven sprake, mag niet sneller stijgen dan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De Minister kan op verzoek van de operator en op advies van het Instituut, eventuele afwijkingen van die regel toestaan.

§ 3. De toegepaste tarieven zijn onderworpen aan de wetgeving terzake die onder de bevoegdheid van de Minister van Economische Zaken valt. De tarieven worden openbaar gemaakt door de operator, die het publiek een blad ter beschikking stelt waarin het geheel van zijn tarieven wordt voorgesteld.

§ 4. De operator heeft het recht BELGACOM in haar telefoongidsen vermeldingen te laten publiceren van de abonnees van zijn dienst die zich niet verzetten tegen die publikatie, volgens de normale tariefbepalingen.

Afdeling VII. — Financiële lasten

Art. 14. Het recht om een radio-elektrisch mobilfoonnet tot stand te brengen en in België de mobilfoonendienst aan te bieden op basis van de GSM-norm houdt de verplichting in, aan de Staat een enig concessierecht te betalen waarvan het bedrag is vastgesteld op ten minste 3,5 miljard Belgische frank, en dat, overeenkomstig artikel 32 van dit besluit, binnen een maand, te rekenen vanaf de datum waarop dit bestek op de operator van toepassing wordt.

Art. 15. § 1. Om de kosten te dekken voor het beheer van de vergunning, met inbegrip van het beheer van het nummeringsplan, betaalt de operator jaarlijks aan het Instituut een recht van 10 miljoen Belgische frank, hierna genoemd "recht voor het beheer van de vergunning".

Om de terbeschikkingstelling van de frequenties te dekken, de coördinatie ervan en de bijhorende controlekosten, is er een jaarlijks recht verschuldigd van 1 000 000 Belgische frank per duplex radiokanaal, ongeacht het aantal van toewijzingen die dat kanaal exploiteren. Dit recht wordt "recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties" genoemd.

§ 2. Ces redevances sont payables par anticipation au numéro de compte indiqué par l'Institut.

Le premier paiement est effectué dans un délai de trente jours calendrier à compter de la délivrance de l'autorisation et couvre seulement la redevance de gestion de l'autorisation, au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

La redevance pour la mise à disposition de chaque canal supplémentaire doit être payée dans les trente jours suivant la mise en service de ce canal au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Pour l'application des dispositions des deux alinéas ci-avant, tout mois incomplet est compté comme un mois entier.

§ 3. Sans préjudice des dispositions précédentes, les redevances de gestion de l'autorisation et de mise à disposition des fréquences doivent être payées au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle portent les redevances en question.

Aucune invitation à payer, ni aucun rappel ne sont adressés par l'Institut.

Les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produiront de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal majoré de 2 %. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours de calendrier de retard.

De plus, en cas de non paiement des redevances dans les délais impartis, le Ministre peut imposer à l'opérateur une pénalité conformément à l'article 19.

§ 4. Les abonnés au réseau de l'opérateur ne sont pas soumis au paiement d'une redevance à l'Institut.

§ 5. Les montants des redevances indiquées dans le présent article sont adaptés à l'indice des prix à la consommation le 1er janvier de chaque année.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation aura lieu par l'indice des prix du mois de décembre 1994. Pour le calcul de ce coefficient, on arrondit celui-ci aux dix millièmes supérieurs ou inférieurs selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis au millier de francs supérieur.

Au plus tard 10 jours avant l'échéance, l'Institut communique à l'opérateur le montant indexé des redevances dues. A défaut d'avoir reçu communication du montant indexé, l'opérateur est tenu de payer le montant des redevances non indexé. L'Institut lui communique la différence.

L'éventuelle contestation du calcul d'indexation ne suspend en aucun cas l'obligation de payer le montant communiqué par l'Institut.

Section VIII. — Dispositions diverses

Art. 16. § 1er. L'opérateur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour garantir la confidentialité des communications échangées sur son réseau et la protection des informations relatives à ses abonnés, notamment en ce qui concerne leur localisation.

L'opérateur doit se conformer aux dispositions légales en vigueur concernant la protection de la vie privée.

L'opérateur prend toutes les mesures requises pour éviter toute utilisation illicite de son réseau.

§ 2. L'opérateur est tenu d'imposer aux membres de son personnel, dans le cadre de leur contrat de travail, des dispositions en matière d'obligation de confidentialité dans le traitement des informations relatives aux usagers de son réseau.

§ 3. L'opérateur est tenu d'apporter son concours aux autorités judiciaires selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

§ 4. L'opérateur met en place, à ses frais, un service chargé du traitement des plaintes des usagers.

Si le litige subsiste, les usagers ont la possibilité de s'adresser au service de médiation concerné dont question dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. A cette fin, une convention est conclue entre l'opérateur et ledit service de

§ 2. Die rechten moeten bij voorbaat worden betaald op het rekeningnummer dat door het Instituut wordt meegegeeld.

De eerste betaling gebeurt binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de uitreiking van de vergunning, naar rato van het aantal maanden dat nog overblijft tot 31 december van het lopende jaar en dekt enkel het recht voor het beheer van de vergunning.

Het recht voor de terbeschikkingstelling van elk bijkomend kanaal moet worden betaald binnen dertig dagen volgend op de indienststelling van dat kanaal naar rato van het aantal maanden dat nog overblijft tot 31 december van het lopende jaar.

Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend.

§ 3. Onverminderd de voorgaande bepalingen, moeten het recht voor het beheer van de vergunning en het recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties uiterlijk op 31 januari van het jaar waarop de rechten in kwestie betrekking hebben, worden betaald.

Het Instituut verzendt geen uitnodigingen tot betalen, noch herinneringen.

Rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum geven, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Bovendien kan de Minister in geval van niet-betaling van de rechten binnen de toegestane termijn, overeenkomstig artikel 19 de operator een boete opleggen.

§ 4. De abonnees van het netwerk van de operator zijn niet onderworpen aan de betaling van een recht aan het Instituut.

§ 5. De in dit artikel vermelde bedragen van de rechten worden elk jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing gebeurt met behulp van de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Bij de berekening van die coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de eenheden al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bekomen bedragen afgerond tot het hogere duizendtal franken.

Op zijn laatst 10 dagen voor de vervaldatum deelt het Instituut aan de operator het geïndexeerde bedrag mee van de verschuldigde rechten. Bij uitblijven van een mededeling van het geïndexeerde bedrag, is de operator verplicht het niet-geïndexeerde bedrag van de rechten te betalen. Het Instituut laat hem het verschil weten.

De eventuele betwisting van de berekening van de indexering schorst geenszins de verplichting het bedrag te betalen dat door het Instituut is meegegeeld.

Afdeling VIII. — Diverse bepalingen

Art. 16. § 1. De operator moet alle redelijke maatregelen treffen ten einde de vertrouwelijkheid van de berichten die via zijn netwerk worden uitgewisseld en de bescherming van de inlichtingen over zijn abonnees te garanderen, met name wat hun lokalisatie betreft.

De operator moet de van kracht zijnde wetsbepalingen naleven inzake de bescherming van het privé-leven.

De operator neemt alle vereiste maatregelen om onwettig gebruik van zijn netwerk te voorkomen.

§ 2. De operator is verplicht aan zijn personeelsleden in het kader van hun arbeidsovereenkomst, bepalingen op te leggen inzake de verplichting tot vertrouwelijkheid bij de behandeling van informatie over de gebruikers van zijn netwerk.

§ 3. De operator is verplicht zijn medewerking te verlenen aan de rechterlijke instanties volgens de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 4. De operator stelt op eigen kosten een dienst in die belast is met het behandelen van klachten vanwege de klanten.

Indien het geschil blijft bestaan, kunnen de gebruikers zich wenden tot de betrokken ombudsdienst, waarvan sprake in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Daartoe wordt er een overeenkomst gesloten tussen

médiation : cette convention détermine les modalités de traitement des plaintes ainsi que l'intervention de l'opérateur dans les frais de fonctionnement du service de médiation. Cette convention est communiquée à l'Institut.

§ 5. L'opérateur informe correctement et complètement ses abonnés à propos des risques inhérents à l'utilisation de terminaux de mobilophonie, en ce qui concerne particulièrement les dangers pouvant résulter de l'utilisation de ces équipements pendant la conduite d'un véhicule d'une part et les perturbations que ces équipements peuvent induire sur des appareils médicaux d'autre part.

Art. 17. § 1er. Le service de l'opérateur peut être totalement ou partiellement interrompu sur ordre de l'autorité publique imposant la suspension des émissions radio-électriques dans les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Le réseau peut être éventuellement réquisitionné à la demande de l'autorité publique, en particulier du Ministre de la Défense nationale, dans le cadre de la législation en vigueur.

Ces mesures ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité.

§ 2. L'opérateur devient membre de toute organisation internationale, désignée par l'Institut, chargée des questions relatives à la normalisation et à l'exploitation du système de mobilophonie GSM. Il participe à ses frais aux activités des organisations en question pour ce qui concerne le GSM.

Section IX. — Contrôle et sanctions

Art. 18. § 1er. L'Institut est habilité à contrôler le respect par l'opérateur des conditions du présent cahier des charges.

§ 2. L'opérateur est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en oeuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière. L'opérateur communique à l'Institut pour le 30 juin de chaque année au plus tard un rapport relatif à ses activités concernant l'année précédente.

§ 3. L'opérateur collabore gratuitement à toute demande motivée de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent cahier des charges sont effectivement respectées.

En particulier, l'opérateur donne accès à ses bureaux et installations pour les représentants dûment accrédités de l'Institut en vue de leur permettre d'effectuer les contrôles requis.

L'opérateur met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau GSM en vue de permettre aux fonctionnaires de vérifier le respect des conditions du cahier des charges et de l'autorisation. Ces raccordements peuvent être soumis à certaines restrictions à convenir entre l'opérateur et l'Institut en matière de trafic.

§ 4. Toutes les informations recueillies par les fonctionnaires de l'Institut auprès de l'opérateur pour vérifier le respect du cahier des charges et de l'autorisation sont couvertes par l'obligation du secret professionnel. Cette disposition ne fait cependant pas obstacle à la publication par l'Institut des conditions d'octroi de licence qui ne comportent pas d'information de nature confidentielle.

§ 5. Tout litige devant être soumis à l'Institut en vertu des dispositions du présent cahier des charges est communiqué par la partie la plus diligente. L'Institut entend les parties concernées et formule un avis motivé dans un délai d'un mois après avoir entendu les deux parties.

Art. 19. § 1er. Le Conseil des Ministres peut à tout moment, sur proposition du Ministre et après avis de l'Institut, suspendre ou révoquer l'autorisation si l'opérateur ne se conforme pas aux conditions prescrites dans le présent cahier des charges ou dans son autorisation.

§ 2. La suspension ou révocation est toujours précédée d'une mise en demeure de l'Institut permettant à l'opérateur de se mettre en règle. L'opérateur dispose d'un délai d'au moins un mois pour régulariser sa situation : ce délai peut être prolongé selon la nature de l'infraction constatée.

de l'opérateur et de l'ombudsman : die overeenkomst bepaalt de nadere regels inzake de behandeling van de klachten, alsook de tussenkomst van de operator in de werkingskosten van de ombudsdienst. Die overeenkomst wordt aan het Instituut verzonden.

§ 5. De operator licht zijn abonnees op correcte en volledige wijze in over de risico's die inherent zijn aan het gebruik van mobilofoneindapparatuur, in het bijzonder wat de gevaren betreft die kunnen ontstaan door het gebruik van die uitrusting bij het besturen van een voertuig enerzijds, en de storingen die deze uitrusting kan veroorzaken op medische apparatuur anderzijds.

Art. 17. § 1. De dienst van de operator kan geheel of gedeeltelijk worden onderbroken op bevel van de openbare overheid die de schorsing oplegt van de radio-elektrische uitzendingen in omstandigheden die vastgelegd zijn in de van kracht zijnde wetgeving en reglementering.

Het netwerk kan eventueel worden opgeëist op verzoek van de openbare overheid, in het bijzonder van de Minister van Landsverdediging, in het kader van de van kracht zijnde wetgeving.

Voor die maatregelen wordt geen enkele vergoeding toegekend.

§ 2. De operator wordt lid van alle door het Instituut aangewezen internationale organisaties, die belast zijn met vragen in verband met de normalisatie en exploitatie van het GSM-mobilofoonsysteem. Hij neemt op eigen kosten deel aan de werkzaamheden van de betrokken organisaties wat de GSM betreft.

Afdeling IX. — Toezicht en sancties

Art. 18. § 1. Het Instituut heeft het recht om controle uit te oefenen op de naleving van de voorwaarden van dit bestek door de operator.

§ 2. De operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de staat van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en de financiële toestand. De operator moet op zijn laatst voor 30 juni van elk jaar, aan het Instituut een rapport verzenden over zijn activiteiten betreffende het voorgaande jaar.

§ 3. De operator verleent gratis zijn medewerking bij elk met redenen omkleed verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit bestek daadwerkelijk worden nageleefd.

De operator verleent in het bijzonder toegang tot zijn kantoren en installaties aan de behoorlijk geaccrediteerde vertegenwoordigers van het Instituut om het hun mogelijk te maken de vereiste controles uit te voeren.

De operator stelt het Instituut gratis tien dienstansluitingen op zijn GSM-net ter beschikking om het de ambtenaren mogelijk te maken na te gaan of de voorwaarden van het bestek en van de vergunning worden nageleefd. Die aansluitingen kunnen worden onderworpen aan sommige beperkingen inzake het verkeer, welke tussen de operator en het Instituut zullen moeten worden overeengekomen.

§ 4. Alle inlichtingen die de ambtenaren van het Instituut vanwege de operator krijgen om de naleving van het bestek en van de vergunning na te gaan, zijn gedekt door de verplichting van het beroepsgeheim. Die bepaling belet echter niet dat het Instituut de voorwaarden van de toekenning van de licentie bekendmaakt die geen informatie van vertrouwelijke aard bevatten.

§ 5. Elk geschil dat krachtens de bepalingen van dit bestek, aan het Instituut moet worden voorgelegd, wordt door de meest gereede partij meegedeeld. Het Instituut hoort de betrokken partijen en formuleert een met redenen omkleed advies binnen een termijn van een maand nadat het de twee partijen heeft gehoord.

Art. 19. § 1. De Ministerraad kan op ieder ogenblik, op voorstel van de Minister en na advies van het Instituut, de vergunning schorsen of intrekken indien de operator zich niet houdt aan de voorwaarden die in dit bestek of in zijn vergunning voorgeschreven zijn.

§ 2. De schorsing of intrekking wordt steeds voorafgegaan door een ingebrekestelling vanwege het Instituut welke de operator de kans biedt zijn zaken in orde te brengen. De operator beschikt over ten minste een maand tijd om zijn toestand te regulariseren : die termijn kan worden verlengd naar gelang van de aard van de vastgestelde inbreuk.

A sa demande, l'opérateur est entendu par l'Institut.

Toute suspension ou révocation ne donne lieu à aucune indemnisation ni au remboursement de tout ou partie du droit de concession payé en application de l'article 14, ni au remboursement des redevances éventuellement acquittées en application de l'article 15.

§ 3. Indépendamment de ce qui précède, le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, imposer une pénalité à l'opérateur, en cas de non respect des obligations prévues dans le présent cahier des charges pendant une durée excédant trois mois à compter à partir de la date de mise en demeure : cette pénalité ne peut pas dépasser le double du montant des redevances annuelles stipulées à l'article 15.

CHAPITRE II. — Procédure d'octroi de l'autorisation d'exploiter un second réseau GSM

Section I. — Objet de la procédure et constitution des candidats

Art. 20. Toute personne souhaitant être autorisée à établir et exploiter le second réseau de mobilophonie dans les conditions définies par le cahier des charges doit introduire sa candidature dans les formes et conditions fixées dans le présent chapitre.

Art. 21. § 1er. Sans préjudice des accords et conventions dont l'Etat belge ou l'Union européenne est signataire, les candidatures peuvent être introduites par toute entreprise ayant son siège social dans un Etat membre de l'Espace économique européen et dont au maximum 49 % du capital est dévolu par des entreprises de pays tiers à l'Espace économique européen.

Dans le cas de candidature présentée par une association d'entreprises, les membres de cette association s'engagent à constituer une société en conformité avec l'alinéa précédent si l'autorisation leur est accordée.

§ 2. Ni BELGACOM, ni aucune des filiales de BELGACOM, ni aucun partenaire de BELGACOM associé aux tâches de mobilophonie, ni aucune filiale de ces partenaires, ne peut introduire sa candidature ni seul, ni dans le cadre d'une association.

Section II. — Introduction des candidatures

Art. 22. § 1er. Les candidats doivent déposer leur dossier de candidature, dans les formes prescrites à l'article 24, auprès de l'Administrateur général de l'Institut ou de son délégué, à onze heures, le 29 mai 1995. Aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Les dossiers de candidature sont ouverts à midi ce même jour en présence d'un huissier de justice qui dresse procès-verbal.

§ 2. Endéans les quinze jours après la date de dépôt des candidatures, l'Institut communique par écrit à chaque candidat la bonne réception de son dossier de candidature et publie une liste des candidatures valablement introduites.

§ 3. Les offres introduites doivent rester valables pendant une durée de six mois à compter de la date de dépôt des candidatures. Les candidats restent engagés pendant l'entièreté de cette période.

Art. 23. Tout candidat doit acquitter préalablement à l'envoi de son dossier de candidature une somme de 500 000 francs payable au CCP 000-1658068-47 de l'Institut afin de couvrir les frais relatifs à l'analyse de son dossier.

Tout candidat supporte seul les frais encourus par sa candidature. En aucun cas, il ne peut prétendre à un quelconque remboursement des frais encourus.

Op zijn verzoek wordt de operator door het Instituut gehoord.

Geen enkele schorsing of intrekking geeft aanleiding tot enige vergoeding, noch tot een terugbetaling van het geheel of van een deel van het concessierecht betaald overeenkomstig artikel 14, noch tot de terugbetaling van de rechten die eventueel overeenkomstig artikel 15 zijn betaald.

§ 3. Los van hetgeen voorafgaat, kan de Minister, op voorstel van het Instituut, een boete opleggen aan de operator, in geval van niet-naleving van de in dit bestek vastgelegde verplichtingen tijdens een periode van meer dan drie maanden te rekenen vanaf de datum van de ingebrekestelling : deze boete mag niet meer bedragen dan het dubbele van het bedrag van de jaarlijkse rechten van artikel 15.

HOOFDSTUK II. — Procedure voor de toekenning van de vergunning om een tweede GSM-net te exploiteren

Afdeling I. — Doel van de procedure en samenstelling van de kandidaten

Art. 20. Iedere persoon die een vergunning wenst te krijgen om het tweede mobilfoonnet aan te leggen en te exploiteren onder de voorwaarden die in het bestek omschreven zijn, moet zijn kandidatuur indienen in de vorm en overeenkomstig de voorwaarden die in dit hoofdstuk zijn vastgelegd.

Art. 21. § 1. Onverminderd de akkoorden en overeenkomsten die de Belgische Staat of de Europese Unie heeft ondertekend, mogen de candidaturen worden ingediend door alle ondernemingen die hun maatschappelijke zetel hebben in een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte en waarvan ten hoogste 49 % van het kapitaal in handen is van ondernemingen uit derde landen buiten de Europese Economische Ruimte.

Indien een kandidatuur wordt voorgelegd door een vereniging van ondernemingen, verbinden de leden van die vereniging er zich toe een maatschappij op te richten conform de voorgaande alinea, indien de vergunning aan hen wordt toegekend.

§ 2. Noch BELGACOM, noch een van de dochterondernemingen van BELGACOM, noch een partner van BELGACOM die betrokken is bij de taken van mobilofonie, noch een dochteronderneming van die partners mag haar of zijn kandidatuur indienen, noch alleen, noch in het kader van een vereniging.

Afdeling II. — Indienen van de candidaturen

Art. 22. De kandidaten moeten hun kandidatuurdossier, in de in artikel 24 beschreven vorm, bij de Administrateur-generaal van het Instituut of bij zijn afgevaardigde, om 11 uur 's middags op 29 mei 1995 indienen. Er zal geen enkele verlenging van de termijn worden toegestaan.

De kandidatuurdossiers worden dezelfde dag om twaalf uur 's middags geopend in bijzijn van een gerechtsdeurwaarder die proces verbaal opstelt.

§ 2. Binnen veertien dagen na de datum waarop de candidaturen zijn ingediend, stuurt het Instituut aan elke kandidaat een schriftelijke bevestiging van de goede ontvangst van zijn kandidatuurdossier en maakt het een lijst bekend van de geldig ingediende candidaturen.

§ 3. De ingediende offertes moeten geldig blijven gedurende een periode van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de candidaturen zijn ingediend. De kandidaten blijven gebonden gedurende geheel deze periode.

Art. 23. Elke kandidaat moet vooraleer zijn kandidatuurdossier op te sturen, een som van 500 000 frank betalen op PCR 000-1658068-47 van het Instituut om de kosten te dekken in verband met het onderzoek van zijn dossier.

Elke kandidaat draagt zelf de kosten die uit zijn kandidatuur voortvloeien. In geen enkel geval mag hij aanspraak maken op enige vorm van terugbetaling van de opgelopen kosten.

Art. 24. § 1er. Le dossier de candidature contient au moins les éléments suivants :

1. une présentation générale de l'offre;
2. des informations concernant le candidat, en particulier son statut juridique et sa structure financière, pour les candidatures introduites par des associations la forme de la future société et la future structure du capital;
3. une description détaillée des perspectives de développement commercial, des aspects liés à la concurrence avec le réseau GSM1 et de la politique tarifaire proposée;
4. un étude détaillée des projections financières;
5. une étude détaillée sur le plan technique avec notamment le calendrier de mise en oeuvre, l'architecture envisagée pour le réseau, la couverture du territoire, le dimensionnement du réseau, les services supplémentaires éventuels et les aspects relatifs aux fréquences radioélectriques;
6. des renseignements concernant les équipements mis en oeuvre (origine, caractéristiques, agrément, etc.);
7. l'organisation envisagée des services de commercialisation et de maintenance en décrivant notamment les mesures prises pour garantir la qualité et la fiabilité du service;
8. les références d'expérience et de compétence utiles pour le développement d'un service GSM, notamment dans le domaine des communications mobiles;
9. la preuve du paiement de la redevance prévue à l'article 23 du présent arrêté.

En ce qui concerne les conditions techniques relatives à l'utilisation des fréquences, le candidat se base sur les données figurant dans l'annexe 1.

L'architecture proposée pour le réseau prend en considération la liste des points d'interconnexion possibles avec le RTPC de BELGACOM telle qu'indiquée dans l'annexe 2.

En ce qui concerne les conditions financières d'accès à l'infrastructure publique de BELGACOM, le candidat se fonde sur les données figurant dans les annexes 3 et 4.

L'annexe 5 décrit en détail la manière dont le dossier de candidature doit être présenté.

§ 2. La candidature constitue un engagement à se conformer à toutes les clauses et conditions du cahier des charges. Le candidat peut dans son dossier formuler des propositions qui vont au-delà des conditions minimales prescrites dans le cahier des charges : dans le cas où le candidat reçoit l'autorisation, ces propositions seront indiquées dans l'autorisation et revêtiront un caractère contraignant.

Les candidats désignent les renseignements qu'ils estiment couverts par le secret d'affaires et ne pouvant faire l'objet d'une publication dans les motifs publiés de la décision d'attribution de l'autorisation.

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification à leur dossier après dépôt de celui-ci.

Art. 25. § 1er. Le dossier, en six exemplaires, doit être établi en langue française ou en langue néerlandaise. Des annexes en langue anglaise à caractère purement technique ou informatif peuvent être jointes.

§ 2. Un des exemplaires du dossier de candidature est désigné par le candidat comme l'exemplaire original : cet exemplaire est contresigné par toutes les personnes au nom desquelles agit le candidat.

Art. 26. L'Institut se réserve le droit d'inviter dans ses locaux à Bruxelles chaque candidat à procéder à une présentation de son dossier de candidature. La durée de cette présentation ne dépasse pas un jour ouvrable.

Tous les frais inhérents pour le candidat ainsi que tout autre frais résultant de la demande de renseignements supplémentaires par l'Institut doivent être intégralement pris en charge par le candidat.

Art. 24. § 1. Het kandidatuurdossier bevat op zijn minst de volgende elementen :

1. een algemene voorstelling van de offerte;
2. inlichtingen over de kandidaat, in het bijzonder zijn wettelijk statuut en zijn financiële structuur, wat de candidaturen betreft die zijn ingediend door verenigingen, de rechtsvorm van de toekomstige maatschappij en de toekomstige samenstelling van kapitaal;
3. een gedetailleerde beschrijving van de perspectieven inzake commerciële ontwikkeling, van de aspecten in verband met de concurrentie met het GSM1-net en van het voorgestelde tariefbeleid;
4. een gedetailleerde studie van de financiële verwachtingen;
5. een gedetailleerde studie op technisch vlak met in het bijzonder het tijdschema van de aanleg, de beoogde opbouw van het netwerk, de bedekking van het grondgebied, de dimensionering van het net, de eventuele bijkomende diensten en de aspecten in verband met de radio-elektrische frequenties;
6. inlichtingen over de uitrusting die wordt gebruikt (oorsprong, karakteristieken, goedkeuring, enz);
7. de beoogde organisatie van de diensten voor commercialisering en onderhoud, met in het bijzonder een beschrijving van de maatregelen die worden genomen om de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de dienst te waarborgen;
8. referenties inzake nuttige ervaring en bekwaamheid voor de ontwikkeling van een GSM-dienst, met name op gebied van mobiele communicatie;
9. het bewijs van de betaling van het recht bepaald in artikel 23 van dit besluit.

Wat de technische voorwaarden betreft in verband met het gebruik van de frequenties, baseert de kandidaat zich op de gegevens van bijlage 1.

Bij de voorgestelde architectuur van het net wordt er rekening gehouden met de lijst van de mogelijke punten voor de interconnectie met het PSTN van BELGACOM, zoals aangeduid in bijlage 2.

Wat de financiële voorwaarden betreft in verband met de toegang tot de openbare infrastructuur van BELGACOM, baseert de kandidaat zich op de gegevens die voorkomen in de bijlagen 3 en 4.

Bijlage 5 beschrijft in detail de wijze waarop het kandidatuurdossier moet worden voorgesteld.

§ 2. De kandidatuur houdt een verbintenis in, zich te houden aan alle clausules en voorwaarden van het bestek. De kandidaat mag in zijn dossier voorstellen formuleren die verder gaan dan de minimumvoorwaarden die in het bestek zijn vermeld : in het geval de kandidaat de vergunning verkrijgt, zullen die voorstellen in de vergunning worden aangeduid en zullen zij een dwingend karakter krijgen.

De kandidaten moeten de inlichtingen aanduiden die zij gedekt achten door het zakengeheim en welke niet mogen worden gepubliceerd in de bekendgemaakte consideransen van de beslissing tot toekenning van de vergunning.

De kandidaten mogen geen enkele wijziging aanbrengen aan hun dossier nadat het is neergelegd.

Art. 25. § 1. Het dossier moet, in zes exemplaren, in het Nederlands of in het Frans zijn opgesteld. Er mogen bijlagen in het Engels worden toegevoegd als ze zuiver technisch of informatief zijn.

§ 2. Een van de exemplaren van het kandidatuurdossier wordt door de kandidaat aangeduid als het originele exemplaar : dat exemplaar wordt medeondertkend door alle personen in wiens naam de kandidaat optreedt.

Art. 26. Het Instituut behoudt zich het recht voor elke kandidaat in zijn kantoren te Brussel uit te nodigen om zijn kandidatuurdossier te komen voorstellen. Die voorstelling duurt niet langer dan een werkdag.

Alle kosten die daarmee gepaard gaan voor de kandidaat, alsook alle overige kosten als gevolg van een vraag om bijkomende inlichtingen vanwege het Instituut, moeten integraal ten laste worden genomen door de kandidaat.

Art. 27. Toute demande de renseignements ou d'éclaircissements doit être également adressée, au plus tard un mois avant la date limite pour le dépôt des candidatures telle que fixée par l'article 22, par envoi recommandé à l'Institut qui informe les autres candidats des éclaircissements éventuellement fournis.

En vue de l'application de cette procédure, tout candidat potentiel est invité à se faire connaître, par envoi recommandé à l'Institut, dès que possible après la publication du présent arrêté.

Section III. — Analyse des candidatures

Art. 28. Les dossiers de candidature sont examinés par l'Institut sur la base de leurs mérites respectifs en ce qui concerne :

(1) Critères de qualification :

- a) l'assise financière du candidat et la garantie de bonne réalisation financière du projet;
- b) l'expertise technique et opérationnelle du candidat;
- c) les prévisions financières et commerciales;
- d) la gestion du projet sur les plans technique, financier, commercial, organisationnel et du point de vue des ressources humaines;

(2) Critères de sélection :

- a) la structure tarifaire proposée;
- b) la couverture du territoire national, le calendrier de déploiement du réseau et la qualité du service offert;
- c) le montant du droit de concession proposé.

Les critères de sélection sont pondérés de la manière suivante :

- 31 % pour le critère a.;
- 20 % pour le critère b.;
- 49 % pour le critère c.

L'Institut a la faculté de demander au candidat tout renseignement supplémentaire, en plus des éléments indiqués dans l'article 24, qu'il estime nécessaire pour apprécier la valeur de la candidature introduite.

Art. 29. L'Institut présente au Ministre un rapport motivé analysant les mérites des différentes candidatures.

Section IV. — Octroi de l'autorisation

Art. 30. Le Ministre soumet au Conseil des Ministres la liste des candidats avec les résultats de l'analyse comparative effectuée par l'Institut. Le Conseil des Ministres choisit l'opérateur et attribue l'autorisation dans un délai de six mois à partir de la date du dépôt des candidatures.

L'autorisation reprend notamment les engagements éventuels du candidat à dépasser les conditions minimales stipulées par le cahier des charges.

Tout candidat reçoit une copie de la décision motivée du Conseil des Ministres attribuant l'autorisation.

Art. 31. Endéans les trente jours suivant la décision du Conseil des Ministres, l'opérateur sélectionné paie à l'Institut les frais de consultance éventuellement encourus par ce dernier pour l'assister dans la procédure de sélection de l'opérateur.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur à sa date de publication au *Moniteur belge*.

Le chapitre Ier relatif au cahier des charges pour opérateur GSM est rendu applicable à BELGACOM ou sa filiale dans les conditions fixées par le Ministre conformément à l'article 10 de la loi du 12 décembre 1994.

Sans préjudice des engagements éventuels de l'opérateur à dépasser les conditions minimales stipulées dans le cahier des charges, le même chapitre sera rendu applicable au second opérateur dès la délivrance de son autorisation conformément à l'article 30 du présent arrêté.

Les annexes 1, 2, 3 et 4 peuvent être modifiées par le Ministre.

Art. 27. Elke vraag om inlichtingen of om verduidelijking moet eveneens, op zijn laatst een maand voor de einddatum voor het neerleggen van de candidaturen, zoals vastgelegd in artikel 22, aangetekend worden gericht aan het Instituut, dat de overige kandidaten op de hoogte brengt van de eventueel gegeven verduidelijkingen.

Met het oog op de toepassing van deze procedure, wordt elke mogelijke kandidaat verzocht zich bekend te maken, door een aangetekende brief te sturen naar het Instituut, zo vlug mogelijk na het verschijnen van dit besluit.

Afdeling III. — Onderzoek van de candidaturen

Art. 28. De kandidatuurdossieren worden door het Instituut onderzocht op grond van hun respectieve verdiensten, wat betreft :

(1) Kwalificatiecriteria :

- a) financiële basis van de kandidaat en waarborg voor de goede financiële afwikkeling van het project;
- b) de technische en operationele expertise van de kandidaat;
- c) de financiële en commerciële vooruitzichten;
- d) het beheer van het project op het technische, financiële, commerciële en organisatiefvlak en vanuit het standpunt van de human resources;

(2) Selectiecriteria :

- a) de voorgestelde tariefstructuur;
- b) de bedekking van het nationale grondgebied, het tijdschema van de ontplooiing van het netwerk en de kwaliteit van de aangeboden dienst;
- c) het voorgestelde bedrag van het concessierecht.

De selectiecriteria worden op de volgende wijze gewogen :

- 31 % voor criterium a.;
- 20 % voor criterium b.;
- 49 % voor criterium c.

Het Instituut heeft het recht om aan de kandidaat, bovenop de in artikel 24 vermelde elementen, alle bijkomende inlichtingen te vragen, die het nodig acht om de waarde van de ingediende kandidatuur te kunnen beoordelen.

Art. 29. Het Instituut stelt aan de Minister een met redenen omkleed verslag voor, waarin de verdiensten van de verschillende candidaturen zijn onderzocht.

Afdeling IV. — Toekenning van de vergunning

Art. 30. De Minister legt aan de Ministerraad de lijst van kandidaten voor met de resultaten van het vergelijkend onderzoek dat door het Instituut is uitgevoerd. De Ministerraad kiest de operator en kent de vergunning toe binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de candidaturen zijn neergelegd.

De vergunning neemt met name de gebeurlijke verbintenissen van de kandidaat over om de in het bestek vastgelegde minimumvoorwaarden te overtreffen.

Elke kandidaat ontvangt een kopie van de met redenen omklede beslissing van de Ministerraad tot toekenning van de vergunning.

Art. 31. Binnen de dertig dagen die volgen op de beslissing van de Ministerraad betaalt de geselecteerde operator aan het Instituut de advieskosten die het gebeurlijk heeft gedragen om bijstand te verlenen bij de selectie van de operator.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Hoofdstuk I betreffende het bestek voor GSM-operatoren wordt toepasselijk gemaakt op BELGACOM of haar dochteronderneming onder de voorwaarden die door de Minister overeenkomstig artikel 10 van de wet van 12 december 1994 zullen worden vastgelegd.

Zonder afbreuk te doen aan de gebeurlijke verbintenissen van de operator om de in het bestek vastgelegde minimumvoorwaarden te overtreffen, wordt datzelfde hoofdstuk op de tweede operator toepasselijk gemaakt zodra diens vergunning overeenkomstig artikel 30 van dit besluit is afgegeven.

Bijlagen 1, 2, 3 en 4 kunnen door de Minister worden gewijzigd.

Art. 33. Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

E. DIRUPO

Annexe 1 à l'arrêté royal du 7 mars 1995
relatif à l'établissement et à l'exploitation
de réseaux de mobilphonie GSM

Conditions techniques d'utilisation des fréquences

1. Principes de base

L'utilisation des fréquences est fondée sur le concept de "fréquence préférentielle". Dans chaque zone géographique, chacun des opérateurs se voit attribuer le même nombre de fréquences préférentielles et le même nombre de fréquences non préférentielles.

Les conditions de mise en œuvre des fréquences préférentielles sont définies dans l'accord de Vienne de 1993.

2. Définition de la notion de fréquence préférentielle

La notion de fréquence préférentielle est définie en conformité avec la Recommandation T/R 20-08 de la CEPT :

— sur une fréquence préférentielle, le champ électrique perturbateur produit à une distance de 15 kilomètres à l'intérieur du pays voisin ne peut dépasser la valeur de 19 dB μ V/m;

— sur une fréquence non préférentielle, le champ électrique perturbateur produit sur la frontière ne peut dépasser la valeur de 19 dB μ V/m;

— les valeurs de champ ci-avant sont définies pour une hauteur d'antenne de 3 mètres, pour 50 % des emplacements et pour 10 % du temps selon le modèle de propagation de la Recommandation 370-5 du secteur UIT-R.

Aucune limite n'est imposée ni à la puissance apparente rayonnée, ni à la hauteur équivalente d'antenne pour autant que les valeurs de champ indiquées ci-dessus soient respectées.

3. Délimitation des zones géographiques

Pour ce qui concerne l'application de la notion de fréquence préférentielle dans la bande GSM, il y a lieu de distinguer en Belgique quatre zones géographiques définies comme suit :

— zone A : à l'Est du méridien 5° et au Sud du parallèle 50° 30'.

— zone B : à l'Est du méridien 5° et au Nord du parallèle 50° 30'.

— zone D : à l'Ouest du méridien 5° pour ce qui concerne la coordination avec les Pays-Bas;

— zone E : à l'Ouest du méridien 5° pour ce qui concerne la coordination avec la France.

4. Répartition en fréquences préférentielles avec les pays voisins

A l'exception du Royaume-Uni qui fait l'objet du paragraphe 5, la répartition en fréquences préférentielles avec les pays voisins dans les différentes zones géographiques est la suivante :

— zone A :

Allemagne : canaux 33 à 63;

Belgique : canaux 64 à 79 et 95 à 109;

France : canaux 1 à 16 et 110 à 124;

Grand-Duché de Luxembourg : canaux 17 à 32 et 80 à 94.

Art. 33. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DIRUPO

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995
betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten

Technische voorwaarden in verband met het gebruik van frequenties

1. Grondbeginselen

Het gebruik van frequenties steunt op het begrip "voorkeursfrequentie". In elke geografische zone wordt aan elk van de operatoren hetzelfde aantal voorkeursfrequenties toegewezen, alsook hetzelfde aantal niet-voorkeursfrequenties.

De voorwaarden inzake het gebruik van voorkeursfrequenties zijn vastgelegd in het akkoord van Wenen van 1993.

2. Definitie van het begrip voorkeursfrequentie

Het begrip voorkeursfrequentie wordt conform Aanbeveling T/R 20-08 van de CEPT gedefinieerd :

— op een voorkeursfrequentie, mag het storende elektrisch veld dat wordt voortgebracht vanop een afstand van 15 kilometer binnen het buurland de waarde van 19 dB μ V/m niet overschrijden;

— op een niet-voorkeursfrequentie mag het storende elektrisch veld dat vanop de grens wordt voortgebracht de waarde van 19 dB μ V/m niet overschrijden;

— de waarden van het hierboven vermelde veld zijn gedefinieerd voor een antennehoogte van 3 meter, voor 50 % van de locaties en voor 10 % van de tijd volgens het voortplantingsmodel van Aanbeveling 370-5 van de sector ITU-R.

Er wordt geen enkele begrenzing opgelegd aan het schijnbaar uitgestraald vermogen, noch op de equivalente antennehoogte voor zover de hierboven vermelde veldwaarden worden nageleefd.

3. Afbakening van de geografische zones

In verband met de toepassing van het begrip voorkeursfrequentie in de GSM-band, moeten er in België vier geografische zones worden bepaald, als volgt :

— zone A : ten oosten van de meridiaan 5° en ten zuiden van de breedte-cirkel 50° 30'.

— zone B : ten oosten van de meridiaan 5° en ten noorden van de breedte-cirkel 50° 30'.

— zone D : ten westen van de meridiaan 5° wat de coördinatie met Nederland betreft;

— zone E : ten westen van de meridiaan 5° wat de coördinatie met Frankrijk betreft.

4. Verdeling van de voorkeursfrequenties met de buurlanden

Met uitzondering van het Verenigd Koninkrijk waarvan sprake in paragraaf 5, is de verdeling van de voorkeursfrequenties met de buurlanden in de verschillende geografische zones als volgt :

— zone A :

Duitsland : kanalen 33 tot 63;

België : kanalen 64 tot 79 en 95 tot 109;

Frankrijk : kanalen 1 tot 16 en 110 tot 124;

Groothertogdom Luxemburg : kanalen 17 tot 32 en 80 tot 94;

— zone B :

Allemagne : canaux 31 à 70;

Belgique : canaux 71 à 109;

Pays-Bas : canaux 1 à 30 et 110 à 119;

Téléphones sans cordon : canaux 120 à 124;

— zone D :

Belgique : canaux 38 à 99;

Pays-Bas : canaux 1 à 37 et 100 à 124;

— zone E :

Belgique : canaux 32 à 93;

France : canaux 1 à 31 et 94 à 124.

5. Coördination avec le Royaume-Uni

Les dispositions suivantes sont applicables à la coordination des fréquences avec le Royaume-Uni.

Le champ électrique perturbateur, produit par l'opérateur d'un des deux pays sur la ligne côtière de l'autre pays, ne peut dépasser la valeur de 19 dB μ V/m. Si cette valeur est dépassée, une coordination est nécessaire avec l'autre administration sur la base de la Recommandation T/R 20-08 de la CEPT en respectant les principes suivants :

a) le concept de fréquence préférentielle n'est pas applicable à l'exception des canaux spécifiquement désignés pour un usage maritime ainsi que les canaux de contrôle des réseaux cellulaires analogiques;

b) le calcul du champ est effectué sur la ligne côtière plutôt que sur la ligne médiane entre les deux pays et est basé, par dérogation au paragraphe 2, sur une protection pour 50 % des emplacements et 50 % du temps;

c) lorsque la nécessité d'une coordination a été détectée sur la base des principes précédents, les opérateurs des deux pays procèdent à une évaluation plus détaillée des risques réels de brouillage préjudiciable, en utilisant tout modèle de propagation ayant fait l'objet d'un accord mutuel.

Cet accord est sujet à d'éventuelles adaptations en cas de difficultés résultant de son application.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

E. DIRUPO

Annexe 2 à l'arrêté royal du 7 mars 1995
relatif à l'établissement et à l'exploitation
de réseaux de mobilophonie GSM

Points d'interconnexion avec le RTPC de BELGACOM

Conformément à l'article 11, § 2, l'opérateur peut demander d'interconnecter son réseau avec les centres suivants du réseau commuté de BELGACOM :

- le centre de transit national d'Anvers;
- le centre de zone de Bruges;
- le centre de transit national de Bruxelles;
- les deux centres internationaux numériques de Bruxelles;
- le centre de zone de Charleroi;
- le centre de zone de Courtrai;
- le centre de transit national de Gand;

— zone B :

Duitsland : kanalen 31 tot 70;

België : kanalen 71 tot 109;

Nederland : kanalen 1 tot 30 en 110 tot 119;

Draadloze telefoons : kanalen 120 tot 124;

— zone D :

België : kanalen 38 tot 99;

Nederland : kanalen 1 tot 37 en 100 tot 124;

— zone E :

België : kanalen 32 tot 93;

Frankrijk : kanalen 1 tot 31 en 94 tot 124.

5. Coördinatie met het Verenigd Koninkrijk

De volgende bepalingen zijn van toepassing op de coördinatie van de frequenties met het Verenigd Koninkrijk.

Het storende elektrisch veld dat door de operator van één van beide landen wordt voortgebracht op de kustlijn van het andere land mag de waarde 19 dB μ V/m niet overschrijden. Bij overschrijden van die waarde is er een coördinatie nodig met de andere administratie op basis van Aanbeveling T/R 20-08 van de CEPT waarbij de volgende principes worden nageleefd :

a) het begrip voorkeursfrequentie is niet van toepassing met uitzondering van de kanalen die specifiek zijn toegewezen voor maritiem gebruik alsook de kanalen voor de controle van de analoge cellulaire netten;

b) de berekening van het veld geschiedt op de kustlijn eerder dan op de middellijn tussen de twee landen en is gebaseerd, in afwijking van paragraaf 2, op een bescherming voor 50 % van de locaties en 50 % van de tijd;

c) wanneer de noodzaak tot een coördinatie is vastgesteld op grond van de voorgaande principes, gaan de operatoren van beide landen over tot een meer gedetailleerde evaluatie van de reële risico's van schadelijke storing en maken daarbij gebruik van alle voortplantingsmodellen waarover een wederzijds akkoord bestaat.

Dit akkoord kan gebeurlijk worden aangepast in geval van moeilijkheden als gevolg van die toepassing.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 maart 1995 betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DIRUPO

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995
betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten

Punten voor de interconnectie met het PSTN van BELGACOM

Overeenkomstig artikel 11, § 2 mag de operator vragen zijn net aan te sluiten op de volgende centra van het geschakelde net van BELGACOM :

- het nationale transitcentrum van Antwerpen;
- het zonecentrum van Brugge;
- het nationale transitcentrum van Brussel;
- de twee internationale digitale centra van Brussel;
- het zonecentrum van Charleroi;
- het zonecentrum van Kortrijk;
- het nationale transitcentrum van Gent;

- le centre de transit national de Liège;
- le centre de zone de Louvain;
- le centre de transit national de Namur.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
E. DI RUPO

Annexe 3 à l'arrêté royal du 7 mars 1995
relatif à l'établissement et à l'exploitation
de réseaux de mobilophonie GSM

Conditions financières d'interconnexion

1. Principe de base

Comme mentionné dans l'article 11 du cahier des charges, la rétribution financière pour l'écoulement du trafic entre le RTPC/RNIS et les réseaux de mobilophonie est basée sur des principes de symétrie équitable entre les opérateurs concernés.

Tous les montants figurant dans la présente annexe sont exprimés hors TVA.

2. Définitions

1° POI : point d'interconnexion entre le réseau fixe et le réseau mobile; ce point se situe à l'entrée du commutateur RTPC.

2° D : indice de distance correspondant à la distance entre le POI et l'abonné au réseau fixe. Pour le trafic national, on distingue actuellement trois niveaux de distance : zonal, interzonal A (zones contiguës) et interzonal B (zones non contiguës).

3° H : indice de période tarifaire. Pour le trafic national, on distingue actuellement trois périodes définies comme suit :

— tarif rouge : les jours ouvrables entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 17 h;

— tarif jaune : les jours ouvrables entre 8 h et 9 h, entre 12 h et 13 h 30 et entre 17 h et 18 h 30;

— tarif noir : applicable le reste du temps, c'est-à-dire, pendant les jours ouvrables, entre 18 h 30 et 8 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Les périodes correspondant à ces trois niveaux de tarifs peuvent être subdivisées pour correspondre à une découpe différente sur le réseau mobile.

3. Base de rémunération pour l'interconnexion

Bien que les tarifs clients pour les appels mobile vers RTPC/RNIS et pour les appels RTPC/RNIS vers mobile puissent être basés sur des durées d'appel différentes par unité de taxation, le calcul des taxes d'interconnexion est basé sur l'unité de temps d'une minute.

3.1. Trafic du réseau mobile vers le réseau fixe

De façon périodique à convenir entre les opérateurs concernés, l'opérateur mobile verse à BELGACOM un montant équivalant au nombre total de minutes d'utilisation du réseau fixe par du trafic en provenance du réseau mobile multiplié par la taxe d'interconnexion par minute TICHH,D. Cette taxe dépend de la distance D et de la période tarifaire H. Cette taxe est actuellement directement dérivée des tarifs RTPC. Initialement, sur la base de la distribution statistique de la durée des appels, les valeurs de la taxe TICHH,D sont données pour les différents cas par le tableau 1.

- het nationale transitcentrum van Luik;
- het zonecentrum van Leuven;
- het nationale transitcentrum van Namen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 maart 1995 betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
E. DI RUPO

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995
betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten

Financiële voorwaarden i.v.m. interconnectie

1. Grondbeginsel

Zoals vermeld in artikel 11 van het bestek, is de financiële vergoeding voor de doorstroming van het verkeer tussen de PSTN/ISDN-netten en de mobilfoonnetten gebaseerd op de principes van rechtvaardige symmetrie tussen de betrokken operatoren.

Alle bedragen die in deze bijlage voorkomen, zijn exclusief BTW.

2. Definities

1° POI : interconnectiepunt tussen het vaste net en het mobiele net; dat punt bevindt zich aan de ingang tot de PSTN-schakelaar.

2° D : aanduiding van de afstand die overeenstemt met de afstand tussen het POI en de abonnee van het vaste net. Voor het nationale verkeer wordt momenteel het onderscheid gemaakt tussen drie afstandsniveaus : zonaal, interzonaal A (aangrenzende zones) en interzonaal B (niet aangrenzende zones).

3° H : aanduiding van de tariefperiode. Voor het nationaal verkeer wordt momenteel het onderscheid gemaakt tussen drie periodes die als volgt zijn vastgelegd :

— rood tarief : de werkdagen tussen 9 en 12 uur en tussen 13.30 en 17 uur;

— geel tarief : de werkdagen tussen 8 en 9 uur, tussen 12 en 13.30 uur en tussen 17 en 18.30 uur;

— zwart tarief : van toepassing voor de rest van de tijd, namelijk, tijdens de werkdagen, tussen 18.30 en 8 uur, alsook op zaterdagen, zondagen en feestdagen.

De periodes die met die drie tariefniveaus overeenstemmen, mogen worden onderverdeeld om overeen te komen met een verschillende indeling op het mobiele net.

3. Basis voor de vergoeding voor de interconnectie

Hoewel de klantentarieven voor mobiele oproepen naar PSTN/ISDN en voor PSTN/ISDN-oproepen naar mobiele netten kunnen worden gebaseerd op een verschillende duur van de oproepen per tariefeenheid, steunt de berekening van de taksen voor de interconnectie op de tijdseenheid van een minuut.

3.1. Verkeer van het mobiele net naar het vaste net

Periodiek, hetgeen tussen de betrokken operatoren moet worden overeengekomen, betaalt de mobiele operator aan BELGACOM een bedrag dat equivalent is aan het totale aantal minuten dat het vaste net is gebruikt door verkeer komende van het mobiele net, vermenigvuldigd met de interconnectietaks per minuut TICHH,D. Die taks hangt af van afstand D en van tariefperiode H. Die taks wordt momenteel rechtstreeks afgeleid van de PSTN-tarieven. Aanvankelijk, op basis van de statistieke verdeling van de duur van de oproepen, worden de waarden van de taks TICHH,D voor de verschillende gevallen aangegeven in tabel 1

Tous les six mois, ces valeurs pourront être réajustées de commun accord entre l'opérateur mobile et BELGACOM, en fonction du profil de trafic réel.

Om de zes maanden zullen die waarden in onderlinge overeenstemming tussen de mobiele operator en BELGACOM kunnen worden aangepast in functie van het profiel van het reële verkeer.

Distance — Afstand	Zonal — Zonaal	Inter A	Inter B
Période — Periode			
Rouge — Rood	3,0498	3,5898	8,8159
Jaune — Geel	2,7641	3,4042	7,2872
Noir — Zwart	2,6879	2,8854	4,5956

Pour chaque période tarifaire, l'opérateur mobile et BELGACOM déterminent de commun accord la valeur moyenne de la taxe d'interconnexion TIC1H en fonction de l'architecture d'interconnexion entre les deux réseaux.

3.2. Trafic du réseau fixe vers le réseau mobile

De façon périodique à convenir entre les opérateurs concernés, BELGACOM verse à l'opérateur mobile un montant équivalant au nombre total de minutes d'utilisation du réseau mobile par du trafic en provenance du réseau fixe multiplié par la taxe d'interconnexion par minute TIC2H,D.

En l'absence de proposition spécifique de la part de l'opérateur mobile, la valeur de la taxe TIC2H se calcule, pour chaque période tarifaire, comme la différence entre le tarif client de l'opérateur mobile TM et la valeur moyenne de la taxe d'interconnexion TIC1H telle que définie au dernier alinéa du point 3.1 ci-dessus :

$$\text{TIC2H} = \text{TM} - \text{TIC1H}$$

3.3. Trafic entre les deux réseaux mobiles

Pour le trafic véhiculé entre deux réseaux mobiles nationaux, l'opérateur sur le réseau duquel l'appel est généré verse à BELGACOM un montant déterminé à partir de la taxe d'interconnexion définie au point 3.1 ci-dessus. Pour ce calcul, l'indice de distance D est défini, par dérogation au point 2, 2° comme la distance entre les POI des deux réseaux mobiles concernés.

4. Ristournes

Sur la base des rémunérations décrites au point 3, des ristournes de volume peuvent être négociées entre l'opérateur mobile et BELGACOM sur la base du principe de symétrie.

Les mêmes ristournes sont appliquées par BELGACOM vis-à-vis des différents opérateurs mobiles.

5. Autres cas

Outre les charges d'interconnexion pour des appels normaux vers le ou à partir du réseau téléphonique national, l'opérateur mobile et BELGACOM négocient bilatéralement, sur la base du principe de symétrie, des charges d'interconnexion appropriées pour les cas suivants :

- appels internationaux automatiques;
- appels internationaux payables à l'arrivée;
- appels internationaux exploités en manuel;
- appel des numéros gratuits ("numéros verts" /0800);
- appel des numéros universels;
- appel d'un numéro à taxation partagée;
- appel d'un réseau privé virtuel;
- appel d'un serveur infokiosque;
- appel d'un service spécial (100, 1307, etc.).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

E. DI RUPO

Voor elke tariefperiode, bepalen de mobiele operator en BELGACOM in onderlinge overeenstemming de gemiddelde waarde van de interconnectietaks TIC1H in functie van de opbouw van de interconnectie tussen beide netten.

3.2. Verkeer van het vaste net naar het mobiele net

Periodiek, hetgeen tussen de betrokken operatoren moet worden overeengekomen, betaalt BELGACOM aan de mobiele operator een bedrag dat equivalent is aan het totale aantal minuten dat het mobiele net is gebruikt door het verkeer dat afkomstig is van het vaste net vermenigvuldigd met de interconnectietaks per minuut TIC2H,D.

Wanneer een specifiek voorstel vanwege de mobiele operator uitblijft, wordt de waarde van de taks TIC2H voor elke tariefperiode berekend, als het verschil tussen het klantentarief van de mobiele operator TM en de gemiddelde waarde van de interconnectietaks TIC1H zoals die wordt gedefinieerd in het laatste lid van punt 3.1 hierboven :

$$\text{TIC2H} = \text{TM} - \text{TIC1H}$$

3.3. Verkeer tussen de twee mobiele netten

Voor het verkeer dat tussen twee nationale mobiele netten verloopt, stort de operator van wiens netwerk de oproep uitgaat aan BELGACOM een bepaald bedrag op basis van de interconnectietaks die in punt 3.1 hierboven is bepaald. Voor de berekening wordt de aanduiding van afstand D, in afwijking van punt 2, 2° gedefinieerd als de afstand tussen de POI's van de twee betrokken mobiele netten.

4. Kortingen

Op grond van de in punt 3 beschreven vergoedingen, kan er tussen de mobiele operator en BELGACOM worden onderhandeld over volumekortingen op basis van het principe van de symmetrie.

BELGACOM past dezelfde kortingen toe ten opzichte van de verschillende mobiele operatoren.

5. Overige gevallen

Buiten de interconnectietaksen voor normale oproepen naar of vanuit het nationale telefoonnet, onderhandelen de mobiele operator en BELGACOM bilateraal, op basis van het principe van de symmetrie, over de gepaste interconnectietaksen voor de volgende gevallen :

- internationale automatische oproepen;
- internationale oproepen die bij aankomst moeten worden betaald;
- internationale oproepen die manueel worden geëxploiteerd;
- oproep van gratis nummers ("groene nummers" /0800);
- oproep van universele nummers;
- oproep van een nummer met gedeelde taxatie;
- oproep van een virtueel privé-netwerk;
- oproep van een infokiosk-server;
- oproep van een bijzondere dienst (100, 1207, enz.).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 maart 1995 betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten.

ALBERT

Van Koningswege

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DI RUPO

Annexe 4 à l'arrêté royal du 7 mars 1995
relatif à l'établissement et à l'exploitation
de réseaux de mobilophonie GSM

Conditions financières pour les circuits loués

1. Introduction

L'opérateur loue ses circuits d'infrastructure aux conditions habituelles applicables en matière de circuits loués. Les tarifs indiqués dans la présente annexe seront adaptés en cas de révision du système tarifaire de BELGACOM, aussi bien en ce qui concerne les redevances de location que les frais d'installation.

Tous les montants figurant dans la présente annexe sont exprimés hors TVA.

2. Redevances mensuelles de location

2.1. Ligne zonale analogique

La redevance mensuelle comporte une partie fixe et une partie variable fonction de la distance, exprimée en hectomètres, à vol d'oiseau entre les points d'aboutissement de la ligne. Le montant ainsi calculé ne peut être inférieur au minimum, ni être supérieur au maximum.

Qualité — Kwaliteit	Fixe — Vast	Variable — Variabel (/ hm)	Minimum	Maximum
M1040 2 fils/draden	515	51	1.133	6.435
M1040 4 fils/draden	1.030	103	2.265	12.870

Si la distance est inférieure ou égale à 200 mètres, la redevance bimestrielle est fixée forfaitairement à 720 ou 1 440 francs selon que la ligne est du type 2 fils ou 4 fils.

2.2. Ligne interzonale analogique

La redevance mensuelle comporte une charge d'accès à chaque extrémité, une partie zonale pour chacun des deux prolongements zonaux et une partie interzonale. Les deux parties zonales ainsi que la partie interzonale sont constituées d'une charge fixe et d'une charge variable qui est fonction de la distance à vol d'oiseau entre les bâtiments de raccordement de BELGACOM. Cette distance s'exprime en hectomètres dans le cas des parties zonales et en kilomètres dans le cas de la partie interzonale.

Qualité — Kwaliteit	Zonal — Zonaal			Interzonal — Interzonaal	
	Accès — Toegang	Fixe — Vast	Variable — Variabel (/ hm)	Fixe — Vast	Variable — Variabel (/ hm)
M1040 2 fils/draden	575	390	24	2.490	125
M1040 4 fils/draden	1.150	515	32	2.490	125

Lorsque l'une des extrémités d'une ligne aboutit et est limitée au bâtiment de raccordement de BELGACOM, la charge d'accès est ramenée à 20 % de la taxe normale, soit respectivement 115 et 230 francs.

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995
betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten

Financiële voorwaarden voor gehuurde circuits

1. Inleiding

De operator huurt zijn infrastructuurcircuits onder de gebruikelijke voorwaarden die inzake gehuurde circuits toepasselijk zijn. De in deze bijlage vermelde tarieven zullen worden aangepast in geval van een herziening van het tariefstelsel van BELGACOM, zowel wat de huurgelden als wat de installatiekosten betreft.

Alle bedragen die in deze bijlage voorkomen zijn exclusief BTW.

2. Maandelijkse huurgelden

2.1. Analoge zonale lijn

De maandhuur omvat een vast gedeelte en een variabel gedeelte dat afhangt van de hemelsbrede afstand, uitgedrukt in hectometer, tussen de eindpunten van de lijn. Het aldus berekende bedrag mag niet lager zijn dan het minimum, noch hoger dan het maximum.

Indien de afstand minder is dan of gelijk aan 200 meter, wordt de tweemaandelijkse huur forfaitair vastgesteld op 720 of 1 440 frank naargelang het gaat om een lijn van het type met 2 draden of 4 draden.

2.2. Analoge interzonale lijn

De maandhuur omvat een vergoeding voor de toegang langs elk uiteinde, een zonaal gedeelte voor elk van de twee zonale verlengingen en een interzonaal gedeelte. De twee zonale gedeeltes, alsook het interzonale gedeelte bestaan uit een vaste vergoeding en een variabele vergoeding die afhangt van de hemelsbrede afstand tussen de aansluitingsgebouwen van BELGACOM. Die afstand wordt in hectometer uitgedrukt in geval van de zonale gedeeltes en in kilometer in geval van het interzonale gedeelte.

Wanneer een van de uiteinden van een lijn eindigt en beperkt is tot het aansluitingsgebouw van BELGACOM, wordt de toegangsvergoeding verminderd tot 20 % van de normale taks, hetzij respectievelijk 115 en 230 frank.

2.3. Ligne numérique zonale et interzonale

Dans le cas d'une ligne zonale, la redevance mensuelle comporte une charge d'accès à chaque extrémité, une charge fixe et une charge variable qui est fonction de la distance, exprimée en hectomètres, à vol d'oiseau entre les bâtiments de raccordement de BELGACOM.

Dans le cas d'une ligne interzonale, la redevance mensuelle comporte une charge d'accès à chaque extrémité, une partie zonale pour chacun des deux prolongements zonaux et une partie interzonale. Les deux parties zonales ainsi que la partie interzonale sont constituées d'une charge fixe et d'une charge variable qui est fonction de la distance à vol d'oiseau entre les bâtiments de raccordement de BELGACOM. Cette distance s'exprime en hectomètres dans le cas des parties zonales et en kilomètres dans le cas de la partie interzonale.

2.3. Digitale zonale en interzonale lijn

In het geval van een zonale lijn, omvat de maandhuur een vergoeding voor de toegang tot elk uiteinde, een vaste vergoeding en een vergoeding die varieert naar gelang van de hemelsbrede afstand, uitgedrukt in hectometer, tussen de aansluitingsgebouwen van BELGACOM.

In geval van een interzonale lijn, omvat de maandhuur een vergoeding voor de toegang tot elk uiteinde, een zonaal gedeelte voor elk van de twee zonale verlengingen en een interzonaal gedeelte. De twee zonale gedeelten, alsook het interzonale gedeelte bestaan uit een vaste vergoeding en een variabele vergoeding die afhangt van de hemelsbrede afstand tussen de aansluitingsgebouwen van BELGACOM. Die afstand wordt in hectometer uitgedrukt in geval van de zonale gedeelten en in kilometer in geval van het interzonale gedeelte.

Qualité — Kwaliteit	Zonal — Zonaal			Interzonal — Interzonaal	
	Accès — Toegang	Fixe — Vast	Variable — Variabel (/ hm)	Fixe — Vast	Variable — Variabel (/ km)
2 Mbit/s	20.000	12.337	352	96.870	1.218

Lorsque l'une des extrémités d'une ligne aboutit et est limitée au bâtiment de raccordement de BELGACOM, la charge d'accès est ramenée à 20 % de la taxe normale, soit 4 000 francs.

2.4. Ristournes

Sur le montant total facturé annuellement à l'opérateur pour la location de circuits, BELGACOM consent, sur chaque tranche, une ristourne de volume calculée comme suit :

- jusqu'à 400 millions de francs : pas de ristourne;
- de 400 à 800 millions de francs : 15 %;
- au-dessus de 800 millions de francs : 30 %.

3. Frais d'installation

Les frais d'installation sont applicables quelle que soit l'utilisation prévue et pour les lignes dont BELGACOM détermine le mode de construction. Lorsque l'opérateur souhaite un autre mode de construction ou un tracé différent, les frais supplémentaires éventuels inhérents au choix de l'opérateur seront portés en compte. Ces frais font l'objet d'un devis préalable.

Les frais indiqués dans le tableau suivant correspondent aux cas d'une ligne locale (raccordement sur le même bâtiment de BELGACOM), d'une ligne zonale utilisant une liaison de jonction entre bâtiments différents de BELGACOM et d'une ligne interzonale. Dans le cas de lignes à 2 Mbit/s, les montants indiqués doivent être payés par extrémité.

Dans le cas d'une ligne locale à 2 Mbit/s, s'il s'agit de réaliser un système supplémentaire sur un tracé déjà existant, les frais d'installation sont ramifiés à 77 880 francs au lieu de 428 340 francs.

Wanneer een van de uiteinden van een lijn eindigt en beperkt is tot het aansluitingsgebouw van BELGACOM, wordt de toegangsvergoeding verminderd tot 20 % van de normale taks, hetzij 4 000 frank.

2.4. Kortingen

Op het totale bedrag dat jaarlijks aan de operator wordt gefactureerd voor de huur van de circuits, kent BELGACOM, voor elke schijf, een volumekorting toe die als volgt wordt berekend :

- tot 400 miljoen frank : geen korting;
- van 400 tot 800 miljoen frank : 15 %;
- meer dan 800 miljoen frank : 30 %.

3. Installatiekosten

De installatiekosten zijn van toepassing ongeacht het voorziene gebruik en voor de lijnen waarvan BELGACOM de wijze van aanleg bepaalt. Wanneer de operator een andere wijze van aanleg of een verschillend tracé wenst, worden de eventuele extra-kosten die inherent zijn aan de keuze van de operator, aangerekend. Voor die kosten wordt er vooraf een kostenraming opgemaakt.

De in de volgende tabel vermelde kosten stemmen overeen met het geval van een lokale lijn (aansluiting op hetzelfde gebouw van BELGACOM), het geval van een zonale lijn die gebruik maakt van een junctieverbinding tussen verschillende gebouwen van BELGACOM en het geval van een interzonale lijn. In het geval van 2 Mbit/s-lijnen moeten de aangeduide bedragen per uiteinde worden betaald.

In geval van een lokale 2 Mbit/s-lijn, wanneer er een bijkomend systeem op een reeds bestaand tracé moet tot stand worden gebracht, worden de installatiekosten teruggebracht van 428 340 frank tot 77 880 frank.

Type de ligne — Type lijn	Ligne locale — Lokale lijn	Ligne local + jonction — Lokale lijn + junctie	Ligne inter zonale — Interzonale lijn
M1040 2 fils/draden	20.768	28.556	46.728
M1040 4 fils/draden	33.748	41.536	62.304
2 Mbit/s	428.340	464.684	488.048

4. Liaisons d'interconnexion avec le RTPC

Le point d'interconnexion entre le réseau mobile et le réseau fixe est situé à l'entrée des commutateurs du RTPC. Les liaisons entre les commutateurs du réseau mobile et les commutateurs du réseau fixe sont par conséquent louées par l'opérateur auprès de BELGACOM aux conditions tarifaires de la présente annexe.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

E. DI RUPO

Annexe 5 à l'arrêté royal du 7 mars 1995
relatif à l'établissement et à l'exploitation
de réseaux de mobilophonie GSM

Présentation du dossier de candidature

Le dossier de candidature n'excède pas 300 pages en format A4 à l'exclusion des rapports annuels et des brochures informatives.

1. Présentation générale de l'offre

Le résumé de l'offre ne peut dépasser trente pages. Ce résumé couvre au moins les sujets suivants :

- a) l'évolution du marché belge de la mobilophonie;
- b) les aspects financiers (rentabilité et investissements);
- c) la configuration et les performances du réseau;
- d) la stratégie commerciale envisagée;
- e) des commentaires éventuels sur le contenu de l'autorisation;
- f) le montant proposé pour le droit de concession.

Seront également mentionnés le nom du candidat et des personnes au nom desquelles il agit ainsi que l'adresse postale complète et numéros de télécommunications (téléphone et télex) du point de contact auquel l'Institut peut s'adresser.

2. Informations concernant le candidat

2.1. Le candidat décrit son statut juridique et sa structure financière. Si le candidat est constitué par une association ou consortium, les structures de contrôle et financière de l'association envisagée sont communiquées.

2.2. Le candidat joint une copie des statuts de tous les membres de l'association et de tout accord écrit conclu entre ceux-ci.

2.3. Le candidat fournit tous les renseignements permettant d'évaluer son assise financière, notamment les rapports annuels d'activités des différents participants à l'association pour les trois dernières années. Ces données devront permettre de vérifier l'aptitude du candidat à supporter les investissements requis pour l'établissement d'un réseau GSM et à assumer les risques inhérents à la commercialisation de son service de mobilophonie.

3. Aspects commerciaux**3.1. Le candidat présente sa politique commerciale et tarifaire.**

La structure tarifaire envisagée est décrite : frais d'activation/raccordement, redevance d'abonnement, prix des communications. Les possibilités de différenciation tarifaire selon les créneaux du marché sont exposées ainsi que les tarifs envisagés pour la fourniture de services supplémentaires et à valeur ajoutée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la structure tarifaire envisagée constituera l'un des éléments d'appréciation des offres introduites.

4. Verbindingen voor interconnectie met het PSTN-net

Het interconnectiepunt tussen het mobiele netwerk en het vaste net bevindt zich aan de ingang van de PSTN-schakelaars. De verbindingen tussen de schakelaars van het mobiele net en de schakelaars van het vaste net worden bijgevolg door de operator van BELGACOM gehuurd onder de tariefvoorwaarden van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 maart 1995 betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilofonnetten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DI RUPO

Bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995
betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilofonnetten

Presentatie van het kandidatuur dossier

Het kandidatuur dossier mag maximaal 300 bladzijden bevatten van het A4-formaat met uitsluiting van de jaarverslagen en informatiebrochures.

1. Algemene presentatie van de offerte

De samenvatting van de offerte mag niet meer bedragen dan dertig bladzijden. Die samenvatting behandelt ten minste de volgende onderwerpen :

- a) de evolutie van de Belgische mobilofonmarkt;
- b) de financiële aspecten (rentabiliteit en investeringen);
- c) de configuratie en het prestatievermogen van het netwerk;
- d) de beoogde commerciële strategie;
- e) gebeurlijke commentaar op de inhoud van de vergunning;
- f) het voorgestelde bedrag van het concessierecht.

Tevens moet melding worden gemaakt van de naam van de kandidaat en van de personen in wiens naam hij optreedt, alsook het volledige postadres en telecommunicatienummers (telefoon en telefax) van het contactpunt waaraan het Instituut zich kan richten.

2. Inlichtingen over de kandidaat

2.1. De kandidaat beschrijft zijn wettelijke statuut en zijn financiële structuur. Indien de kandidaat uit een vereniging of een consortium bestaat, worden de controle- en financiële structuren van de bedoelde vereniging vermeld.

2.2. De kandidaat voegt een kopie toe van de statuten van alle leden van de vereniging en van elk geschreven akkoord dat onder hen is gesloten.

2.3. De kandidaat verstrekt alle inlichtingen aan de hand waarvan zijn financiële basis kan worden beoordeeld, met name de jaarverslagen over de activiteiten van de verschillende deelnemers in de vereniging over de laatste drie jaren. Die gegevens moeten het mogelijk maken na te gaan of de kandidaat geschikt is om de vereiste investeringen voor het opzetten van een GSM-netwerk te dragen en om de risico's op zich te nemen die inherent zijn aan het commercialiseren van zijn mobilofonnetten.

3. Commerciële aspecten**3.1. De kandidaat stelt zijn commercieel en tarifair beleid voor.**

De beoogde tariefstructuur wordt beschreven : kosten voor het activeren/aansluiten, abonnementsgeld, gesprekkosten. De mogelijkheden van tariefdifferentiatie volgens de afzetmogelijkheden worden besproken, alsook de beoogde tarieven voor het verstrekken van bijkomende diensten en diensten met toegevoegde waarde. De aandacht van de kandidaten wordt erop gevestigd dat de beoogde tariefstructuur een van de elementen zal zijn bij de beoordeling van de ingediende offertes.

3.2. Une évaluation du volume de trafic généré par abonné ainsi que l'impact sur ce trafic résultant de l'introduction de services supplémentaires est fournie.

3.3. Le candidat précise le positionnement de son projet vis-à-vis du réseau GSM1 et la partie du marché qu'il espère capter au fur et à mesure du développement de ses activités et la stratégie de marketing qu'il compte déployer vis-à-vis du réseau GSM1.

3.4. La stratégie envisagée en matière d'accords de roaming est exposée ainsi que les implications financières desdits accords.

4. Plan d'entreprise

4.1. Le candidat présente un plan complet ("business plan") prévoyant l'évolution de ses activités pour les dix premières années d'exploitation et prenant en considération notamment les éléments suivants :

a) investissements et amortissements des différents constituants du réseau : équipements de commutation, gestion du réseau, stations de base, système de facturation, appareillage de mesure, bâtiments, véhicules, etc;

b) actif;

c) financement par capitaux propres et dettes financières résultant du recours éventuel à l'emprunt;

d) charges d'exploitation : frais de personnel et de pension, cotisations à la sécurité sociale, coûts d'interconnexion, circuits loués, marketing et publicité, logistique (frais immobiliers, véhicules, etc), impôts, frais généraux, redevances à l'Institut, etc;

e) recettes générées par les différents secteurs d'activité : abonnements, communications, appareillage terminal, interconnexion avec d'autres réseaux;

f) cash-flow;

g) résultats bruts et nets.

Ce plan d'entreprise indique l'évolution du cash-flow cumulé et du bénéfice cumulé pendant les dix premières années d'exploitation, ainsi que le taux de rendement interne ("return on investment") et le délai de récupération ("break-even point").

Ce plan d'entreprise servira à évaluer la cohérence des hypothèses concernant l'évolution des activités du candidat et doit être présenté sous forme de tableaux clairs et aisément interprétables.

4.2. La sensibilité du plan d'affaires à différentes hypothèses de développement du marché doit être analysée : développement et pénétration du marché, trafic par abonné, tarifs, coûts d'investissements et d'exploitation, retards éventuels.

4.3. Le candidat précise également les retombées pour l'emploi en Belgique, tant direct (c'est-à-dire au sein même de la société exploitant le réseau) qu'indirect (fabrication de matériel, sous-traitance, maintenance, commercialisation, etc).

5. Considérations techniques

Le candidat fournit toutes les informations relatives au déploiement de son réseau et aux performances techniques de celui-ci, en particulier :

a) l'architecture prévue du réseau en ce qui concerne les stations de base, les contrôleurs, les commutateurs et les interconnexions avec le réseau fixe;

b) des cartes à échelle appropriée indiquant la couverture réalisée à différentes dates, aussi bien pour des terminaux mobiles que portables;

c) la relation, dans chaque région, entre la couverture du territoire et les objectifs de couverture de la population;

d) le calendrier de mise en œuvre projeté et la montée en charge progressive du réseau;

e) la distribution du trafic envisagée, aussi bien sur le plan géographique que du point de vue temporel;

3.2. Er wordt een schatting gegeven van het volume van het voortgebrachte verkeer per abonnee, alsook van de impact op dat verkeer als gevolg van de invoering van bijkomende diensten.

3.3. De kandidaat geeft een toelichting over de positionering van zijn ontwerp ten opzichte van het GSM1-net en over het deel van de markt dat hij hoopt in te pakken naarmate zijn activiteiten zich gaan ontwikkelen, alsook over de marketingstrategie die hij van plan is ten opzichte van het GSM1-net aan te wenden.

3.4. De beoogde strategie inzake roaming-akkoorden wordt uiteengezet, alsook de financiële gevolgen van die akkoorden.

4. Ondernemingsplan

4.1. De kandidaat legt een volledig plan ("business plan") voor waarin de ontwikkeling van zijn activiteiten voor de eerste tien exploitatiejaren staat beschreven en waarin met name met de volgende elementen rekening wordt gehouden :

a) investeringen en afschrijvingen in verband met de verschillende bestanddelen van het net : schakeluitrusting, beheer van het net, basisstations, systeem van facturatie, meetapparatuur, gebouwen, voertuigen, enz.

b) activa;

c) financiering met eigen kapitaal en financiële schulden als gevolg van een eventueel beroep op leningen;

d) exploitatiekosten : kosten in verband met personeel en pensioenen, bijdragen tot de sociale zekerheid, kosten voor interconnectie, gehuurde circuits, marketing en reclame, logistiek (kosten van onroerende goederen, voertuigen, enz.), vergoedingen, algemene kosten, rechten te betalen aan het Instituut, enz.;

e) ontvangsten uit de verschillende sectoren van werkzaamheid : abonnements, verbindingen, eindapparatuur, interconnectie met andere netten;

f) cash-flow;

g) bruto- en netto-resultaten.

In dat ondernemingsplan wordt de evolutie van de gecumuleerde cash-flow en van de gecumuleerde winst aangegeven voor de eerste tien exploitatiejaren, alsook het intern rendement ("return on investment") en de recuperatietermijn ("break-even point").

Dat ondernemingsplan zal dienen om de samenhang te beoordelen van de hypothesen in verband met de ontwikkeling van de activiteiten van de kandidaat en wordt voorgesteld onder de vorm van duidelijke en gemakkelijke interpreteerbare tabellen.

4.2. De gevoeligheid van het ondernemingsplan voor verschillende hypothesen rond de ontwikkeling van de markt wordt geanalyseerd : ontwikkeling en penetratie van de markt, verkeer per abonnee, tarieven, investerings- en exploitatiekosten, gebeurlijke vertragingen.

4.3. De kandidaat omschrijft tevens de invloed op de werkgelegenheid in België, zowel rechtstreeks (dat wil zeggen binnen de maatschappij zelf die het net uitbaat) als onrechtstreeks (fabricage van materiaal, onderaanneming, onderhoud, commercialisatie, enz.).

5. Technische overwegingen

De kandidaat verstrekt alle inlichtingen over de ontplooiing van zijn net en het technisch prestatievermogen ervan, in het bijzonder :

a) de geplande opbouw van het netwerk wat de basisstations, de controletoestellen, de schakelaars en de interconnectie met het vaste net betreft;

b) kaarten op gepaste schaal waaruit de verwezenlijkte bedekking blijkt op verschillende data, zowel voor mobiele als voor draagbare eindtoestellen;

c) de relatie, in elk gewest, tussen de bedekking van het grondgebied en de doelstellingen inzake bedekking van de bevolking;

d) het tijdschema voor de geplande ontplooiing en de geleidelijke toename van de belasting van het net;

e) de beoogde verdeling van het verkeer, zowel op geografisch vlak als vanuit het standpunt van de tijd;

f) les conditions de dimensionnement du réseau permettant de garantir les objectifs de qualité, en particulier l'écoulement et la gestion du trafic à l'heure la plus chargée;

g) les projets de fourniture de services supplémentaires et leurs conséquences sur le fonctionnement du réseau;

h) les aspects relatifs à une utilisation optimale des fréquences radioélectriques, et notamment l'évolution du plan de fréquences;

i) les plans prévus, et leurs incidences, pour l'introduction de micro-cellules, de codecs à demi-débit et de la technique de sauts de fréquences ("frequency hopping").

Les possibilités éventuelles de collaboration avec l'opérateur du réseau GSM1 et leurs implications sont décrites.

6. Equipements mis en œuvre

Le candidat joint les informations relatives aux équipements qu'il compte déployer pour les différentes parties de son réseau : équipements radio, antennes, câbles, multiplex, contrôleurs, commutateurs mobiles, centre d'exploitation et de maintenance, équipements auxiliaires, etc.

Pour chaque type d'équipement, l'origine ainsi que les dispositions éventuelles en matière d'agrément sont indiquées.

Pour l'ensemble du réseau, le candidat indique le pourcentage de matériel dont la fabrication est réalisée par des entreprises de l'Espace Economique Européen.

Le candidat décrit la procédure qu'il compte appliquer pour la sélection de ses fournisseurs.

7. Organisation

7.1. Le candidat décrit en détail son organisation projetée et les conditions de gestion des ressources humaines (notamment qualifications requises, localisation du personnel, organigramme, répartition au sein des différents départements/services, etc.).

7.2. Le candidat décrit le mode de distribution et de commercialisation de ses services qu'il envisage d'appliquer : en particulier, le recours éventuel à des fournisseurs de services ("service providers") ainsi que les modalités pratiques applicables à ces derniers sont détaillées ("contract-type").

7.3. Le candidat décrit son organisation et les moyens mis en œuvre sur le plan de la gestion et de l'exploitation technique de son réseau, notamment :

- a) planification du réseau;
- b) services de renseignements et d'assistance aux abonnés;
- c) organisation et décentralisation des activités de maintenance et de réparation;
- d) appareillage de mesures envisagé;
- e) organisation de la supervision générale du fonctionnement du réseau;
- f) accès aux services d'urgence;
- g) récolte et traitement des données relatives au trafic;
- h) mesure et surveillance des paramètres de qualité du réseau;
- i) système de facturation;
- j) service de traitement des plaintes des usagers.

7.4. Le candidat s'emploie à démontrer que son organisation lui permettra de respecter ses engagements en matière de déploiement du réseau ainsi que de qualité et de fiabilité du service en limitant au maximum les interruptions de fonctionnement éventuelles.

8. Références

Le dossier contient une liste complète des références du candidat et de ses partenaires éventuels en matière de mise en œuvre et d'exploitation de systèmes de radiotéléphonie mobile publique. Les domaines dans lesquels le candidat estime pouvoir disposer d'une compétence particulière pour ce genre d'activités sont signalés.

f) de voorwaarden inzake de dimensionering van het net waardoor de kwaliteitsdoelstellingen kunnen worden gegarandeerd, in het bijzonder de doorstroming en het beheer van het verkeer op het piek uur;

g) plannen in verband met de levering van bijkomende diensten en de gevolgen ervan op de werking van het net;

h) de aspecten met betrekking tot een optimaal gebruik van de radiofrequenties, en met name de ontwikkeling van het frequentieplan;

i) de vooropgestelde plannen, en de weerslag ervan, inzake de invoering van micro-cellen, van codecs op halfdebiet en van de techniek van frequentiesprongen ("frequency hopping").

Er wordt een beschrijving gegeven van de eventuele mogelijkheden van samenwerking met de operator van het GSM1-net en de gevolgen daarvan.

6. Gebruikte uitrusting

De kandidaat voegt informatie toe over de uitrusting die hij van plan is in te zetten voor de verschillende delen van zijn net : radioapparatuur, antennes, kabels, multiplexsystemen, controletoeuwen, mobiele schakelaars, centrum voor exploitatie en onderhoud, hulpapparatuur, enz.

Voor elk soort uitrusting worden de oorsprong alsook eventuele bepalingen inzake goedkeuring aangegeven.

Voor het gehele netwerk geeft de kandidaat het percentage aan van het materiaal dat vervaardigd is door ondernemingen van de Europese Economische Ruimte.

De kandidaat beschrijft de procedure die hij van plan is toe te passen bij de selectie van zijn leveranciers.

7. Organisatie

7.1. De kandidaat geeft een gedetailleerde beschrijving van zijn geplande organisatie en van de voorwaarden inzake het beheer van de human resources (met name vereiste kwalificaties, lokalisatie van het personeel, organigram, verdeling binnen de verschillende afdelingen/diensten, enz.).

7.2. De kandidaat beschrijft de wijze van verdeling en commercialisering van de diensten die hij van plan is toe te passen : in het bijzonder, het eventuele beroep op dienstleveranciers ("service providers"), alsook de praktische regels die op die laatste van toepassing zijn, worden gedetailleerd ("type-contract").

7.3. De kandidaat beschrijft zijn organisatie en de toegepaste middelen op het vlak van het beheer en de technische exploitatie van zijn netwerk, met name :

- a) planning van het netwerk;
- b) diensten voor informatie en bijstand aan de abonnees;
- c) organisatie en decentralisatie van de onderhouds- en herstellingsbezigdheden;
- d) beoogde meetapparatuur;
- e) organisatie van het algemene toezicht op de werking van het net.

- f) toegang tot de nooddiensten;
- g) verzameling en behandeling van gegevens over het verkeer;
- h) meten en toezicht op de parameters inzake de kwaliteit van het net;
- i) facturatie-systeem;
- j) dienst voor de behandeling van de klachten van de gebruikers.

7.4. De kandidaat doet zijn best om aan te tonen dat zijn organisatie hem in staat zal stellen om zijn verbintenissen na te komen inzake de ontplooiing van het net, alsook inzake de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de dienst, door de eventuele werkingsonderbrekingen maximaal te beperken.

8. Referenties

Het dossier bevat een volledige lijst van referenties van de kandidaat en van zijn eventuele partners inzake het aanleggen en exploiteren van systemen van openbare mobiele radiotelefonie. Er wordt melding gemaakt van de gebieden waarop de kandidaat meent te kunnen beschikken over een bijzondere deskundigheid voor dat soort activiteiten.

Le candidat fournit tous les renseignements permettant d'apprécier son degré d'expertise technique et opérationnelle dans le domaine des réseaux de radiocommunications mobiles et son aptitude à mettre en oeuvre un réseau de mobilophonie GSM en Belgique.

D'une façon générale, la contribution du candidat et des ses partenaires éventuels à des projets significatifs dans le domaine des télécommunications est précisée.

9. Paiement des frais de dossier

Le candidat doit impérativement joindre à son dossier la preuve qu'il a acquitté auprès de l'Institut la redevance de 500 000 francs couvrant les frais d'analyse de sa candidature par l'Institut.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
E. DI RUPO

De kandidaat verstrekt alle informatie aan de hand waarvan een oordeel kan worden geveld over zijn graad van technische en operationele expertise op gebied van mobiele netten voor radioverbinding en over zijn geschiktheid om een GSM-mobilfoonnet in België op te zetten.

Heel in het algemeen wordt er melding gemaakt van de bijdrage die de kandidaat en zijn eventuele partners hebben geleverd tot projecten van betekenis op gebied van telecommunicatie.

9. Betaling van dossierkosten

De kandidaat is verplicht bij zijn dossier het bewijs te voegen dat hij aan het Instituut een recht van 500 000 frank heeft betaald om de kosten te dekken voor het onderzoek van zijn kandidatuur door het Instituut.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 maart 1995 betreffende de aanleg en de exploitatie van GSM-mobilfoonnetten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
E. DI RUPO

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 875

17 MARS 1995. — Arrêté royal octroyant la garantie de l'Etat à des emprunts à contracter par la Société fédérale d'Investissement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par l'arrêté royal n° 21 du 23 mai 1967, les lois des 30 décembre 1970, 30 mars 1976 et 4 août 1978, l'arrêté royal n° 250 du 31 décembre 1983, les lois des 22 janvier et 15 juillet 1985, l'arrêté royal n° 450 du 29 août 1986, la loi du 30 décembre 1988 et l'arrêté royal du 20 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1994 en vertu duquel ladite loi cesse d'être applicable à la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées et est applicable à la Société fédérale d'Investissement;

Vu l'article 3, § 1er de la loi susdite, autorisant la Société fédérale d'Investissement à contracter des emprunts dont le montant ne peut dépasser le capital et les réserves, sauf dérogation autorisée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

Considérant que le capital social de la Société fédérale d'Investissement s'élève à 1 278 260 400 francs;

Vu l'article 3, § 2 de la loi susdite, autorisant le Roi à accorder la garantie de l'Etat envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts à contracter par la Société fédérale d'Investissement;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Société fédérale d'Investissement est autorisée à contracter un ou plusieurs emprunts d'un montant global de 300 millions de francs auprès d'un ou plusieurs établissements bancaires de premier ordre, en une ou plusieurs tranches.

Art. 2. Les conditions et les modalités de ces emprunts sont fixées dans des conventions entre la Société fédérale d'Investissement et le ou les établissements mentionnés à l'article 1^{er}. Les conditions seront approuvées par le Ministre des Finances.

Art. 3. Le remboursement du capital et le paiement des intérêts sont garantis par l'Etat.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 875

17 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot toekenning van de staatswaarborg voor leningen aan te gaan door de Federale Investeringsmaatschappij

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 21 van 23 mei 1967, de wetten van 30 december 1970, 30 maart 1976 en 4 augustus 1978, het koninklijk besluit nr. 250 van 31 december 1983, de wetten van 22 januari en 15 juli 1985, het koninklijk besluit nr. 450 van 29 augustus 1986, de wet van 30 december 1988 en het koninklijk besluit van 20 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1994 waarbij voornoemde wet ophoudt van toepassing te zijn op de Nationale Investeringsmaatschappij en haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en van toepassing is op de Federale Investeringsmaatschappij;

Gelet op artikel 3, § 1 van voornoemde wet, waarbij de Federale Investeringsmaatschappij gemachtigd wordt leningen af te sluiten waarvan het bedrag het kapitaal en de reserves niet overtreft, behoudens afwijking toegestaan door een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit;

Overwegende dat het maatschappelijk kapitaal van de Federale Investeringsmaatschappij 1 278 260 400 frank bedraagt;

Gelet op artikel 3, § 2 van voornoemde wet, waarbij de Koning tegenover derden en onder de door Hem bepaalde voorwaarden, de staatswaarborg kan verlenen aan de intresten en aflossingen van de leningen die door de Federale Investeringsmaatschappij worden aangeaan;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Federale Investeringsmaatschappij wordt ertoe gemachtigd één of meer leningen aan te gaan voor een gezamenlijk bedrag van 300 miljoen frank bij één of meer bankinstellingen van eerste orde, in één of meer schijven.

Art. 2. De voorwaarden en de modaliteiten van deze leningen worden vastgesteld in leningsovereenkomsten tussen de Federale Investeringsmaatschappij en de in artikel 1 vermelde instellingen. De voorwaarden zullen door de Minister van Financiën worden goedgekeurd.

Art. 3. De terugbetaling van het kapitaal en de betaling van de intresten worden door de Staat gewaarborgd.